



Guide pratique du volontaire

De Solidarité Internationale

**Loi n° 2005-159 du 23 février 2005
sur le contrat de Volontariat de Solidarité Internationale**

Décret d'application n° 2022-1067 du 28 juillet 2022

Arrêté du 1er décembre 2022

Christine BUFFE
Chargée du suivi administratif et social des volontaires
+33 1 45 65 50 89
christine.buffe@ladcc.org

© Edition JUILLET 2023

Délégation Catholique pour la Coopération

Service du volontariat international de l'Église en France – Association reconnue d'utilité publique
106, rue du Bac – 75007 PARIS
Tél. : +33 (0)1 45 65 96 65 – Mél. : ladcc@ladcc.org – www.ladcc.org

		Page
PREAMBULE	LISTE DES CHOSES A FAIRE AVANT DE PARTIR	3
PARTIE I	VIVRE SA MISSION	4
PARTIE II	PREPARER SON RETOUR	17
ANNEXES		
1.	TEXTES LEGISLATIFS ET RÈGLEMENTAIRES SUR LE VSI : LOI – DECRET – ARRETE	32
2.	LE DOSSIER MEDICAL	41
3.	LA PREVENTION MEDICALE – LA VACCINATION	43
4.	LA PREVENTION MEDICALE – LE PALUDISME	46
5.	LA PREVENTION MEDICALE – ANTECEDENTS, SUIVI, TRAITEMENTS...	48
6.	LA PREVENTION MEDICALE – LES FRAIS DE DERNIERE MINUTE	50
7.	LES FORMALITES ADMINISTRATIVES AVANT DE PARTIR	51
8.	FICHE SYNTHETIQUE SUR LA DECLARATION D’IMPOTS	57
9.	TABLEAU DE GARANTIES CFE	58
10.	TABLEAU DE GARANTIES MSM	61
11.	PROCEDURE D’ENREGISTREMENT SUR LA PLATE FORME HENNER	64
12.	MODALITES PRISE EN CHARGE DES FRAIS MEDICAUX - PLATE FORME HENNER	65
13.	MODALITES PRISE EN CHARGE DE L’HOSPITALISATION - PLATE FORME HENNER	67
14.	LA MATERNITE	68
15.	L’ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES	71
16.	TABLEAU DE GARANTIES D’ASSISTANCE A LA PERSONNE DE MUTUAIDE ASSISTANCE	72
17.	TABLEAUX DE GARANTIES PREVOYANCE SAINT CHRISTOPHE	75
18.	TABLEAUX DE GARANTIES RCVP ALLIANZ	76
19.	CARTES	77

**Il est essentiel que vous consultiez les annexes de ce guide.
Elles contiennent des informations importantes, dont vous devez
impérativement prendre connaissance.**

LISTE DES CHOSES A FAIRE AVANT DE PARTIR

☐ LES DOCUMENTS A ENVOYER A LA DCC

- ✓ L'extrait casier judiciaire Extrait de casier judiciaire B3
- ✓ Le certificat médical d'aptitude avec un séjour outre-mer de longue durée avec mention du carnet vaccinal à jour et de la non vulnérabilité particulière au Covid19
- ✓ Les formulaires « couverture sociale » : CFE MSM Attestation de situation Saint Christophe Prévoyance
- ✓ Les documents suivants : RIB CNI/passeport Attestation de sécurité sociale
- ✓ Ma date de départ si ce n'est pas la DCC qui a pris mon billet d'avion

☐ LES DEMARCHES A FAIRE

- ✓ Prévenir la DCC en cas de suivi médical, maladie, traitement particulier, Affection Longue Durée,
- ✓ Conserver en France le foyer fiscal
- ✓ Résilier la mutuelle
- ✓ Prévenir la CAF
- ✓ Prévenir la banque
- ✓ Prévenir l'employeur, Pole Emploi, l'administration de tutelle
- ✓ Résilier les abonnements inutiles
- ✓ Résilier le contrat de bail

☐ ET PUIS

- ✓ Un passeport d'une durée de validité de plus de six mois
- ✓ Si nécessaire, un visa auprès de l'ambassade ou du consulat du pays de mission
- ✓ Un billet d'avion
- ✓ Le permis de conduire international, si nécessaire
- ✓ Les ordonnances, traitements habituels et anti paludéens
- ✓ Bagage avec le poids autorisé

☐ CLE USB DE LA DCC - CLOUD

- ✓ Extrait de casier judiciaire, extrait de naissance ;
- ✓ Papiers d'identité (permis de conduire international + permis français, livret de famille pour les départs avec enfants, certificats, carnet de vaccinations à jour)
- ✓ Diplômes ;
- ✓ Des photos d'identité récentes en nombre ;
- ✓ Des timbres français pour remettre du courrier à des français de passage !

Liste non exhaustive

= La DCC vous a adressé le Guide « Se préparer à partir », lors de la confirmation de mission. Pour en retrouver le détail, veuillez consulter les annexes de ce Guide.

PARTIE I – VIVRE SA MISSION



1. Prêt au départ

A) Passeport et visa

Passeport : Il faut avoir un passeport en cours de validité pendant le temps de la mission et 6 mois après (pour des questions de visa).

Les frais de passeport sont financièrement à la charge du volontaire.

Visa : informez-vous auprès de l'Ambassade du pays de mission sur la nécessité d'un visa d'entrée.

Dans la plupart des pays, vous entrerez avec un visa de tourisme et vous établirez sur place une carte de séjour.

Il existe des procédures spécifiques pour certains pays, vous en êtes informés par votre chargé de zone.

Pour les autres, vous devez vous informer auprès de votre partenaire, du chargé de mission et du volontaire qui vous a précédé.

Vous avez la possibilité de passer par : VISAS SERVICE - www.visasservice.com

ACTION VISAS - www.action-visas.com VISAS EXPRESS - www.visas-express.fr

Les frais de visa engagés en France sont à la charge financière du volontaire. Il en est de même lorsque le visa est pris à l'aéroport à l'arrivée dans le pays de mission.

Les frais de visa ou de titre de séjour engagés depuis le pays de mission sont à la charge du partenaire.

B) La date de départ

En principe, vous devez respecter un délai de 8 jours entre le dernier jour du stage de Partir et votre date de départ en mission. Un échéancier des dates de départ possibles vous a été envoyé. Vous devez le respecter.

La date de départ doit être prise en accord avec le partenaire.

En principe, aucun départ ne peut se faire après le 20 du mois (sauf cas exceptionnel et après accord de la DCC) pour des raisons de contrat et de protection sociale.

① Si ce n'est pas la DCC qui prend le billet, votre date de départ doit être validée par la DCC-siège. Vous devez communiquer votre date de départ à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC, car il y va de la prise en charge de votre protection sociale. La date de départ doit se situer dans le mois de la date de début du contrat de VSI.

C) Le billet d'avion : en aucun cas le volontaire ne prend financièrement le billet à sa charge.

Après affectation, le volontaire prend contact avec le partenaire pour bien déterminer qui prend le billet d'avion : le partenaire ou la DCC (avec remboursement par le partenaire ou financement par le projet).

En principe, le partenaire local prend financièrement à sa charge les frais de voyage aller de l'aéroport international du pays de résidence du volontaire jusqu'au lieu de mission aux conditions financières les plus avantageuses.

Sur demande et justificatif, la DCC ou le partenaire local pourra rembourser le trajet du domicile du volontaire à l'aéroport international du pays de résidence sur la base des frais réels plafonnés au tarif SNCF le plus avantageux.

D) Le bagage

Le nombre autorisé de bagages en soute varie selon la compagnie aérienne : en générale 1X23kg.

Si vous souhaitez plus, renseignez-vous auprès de la compagnie aérienne lorsque vous aurez reçu votre billet. Le supplément de bagages est financièrement à la charge du volontaire, à l'aller comme au retour

① Le poids autorisé au départ peut être différent de celui accordé au retour.

2. A l'arrivée

A) L'inscription consulaire

Procédez à votre inscription consulaire en ligne pour être enregistré auprès des Français établis hors de France (scan du passeport, justificatif de résidence dans la circonscription consulaire, photo d'identité et acte de naissance).

Cette inscription vous offrira plusieurs avantages, tels que la reconnaissance de votre nationalité en cas d'évacuation sanitaire ou sécuritaire, ou d'élections ; l'accès à des informations officielles des autorités françaises et la possibilité de participer à des journées de sensibilisation dans certains pays. **6**

① Cette formalité est obligatoire : elle permet d'établir votre présence dans le pays et d'avoir vos coordonnées sur place, notamment en cas de situation d'urgence ou de crise de guerre ou d'émeute. En cas de rapatriement sécuritaire par les autorités militaires, vos coordonnées seront facilement accessibles.

Pour les volontaires de nationalité autre que française, il faut vous inscrire à votre Consulat national, lorsque cela est possible.

B) La fiche Renseignements Terrain

Une fois que vous vous êtes inscrit, vous devrez retourner votre fiche de renseignements terrain à la DCC.

C) Le fil d'Ariane

Les volontaires doivent aussi (notamment dans leurs déplacements régionaux) utiliser les services du fil d'Ariane <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane> afin de signaler un déplacement dans un autre pays ou dans le temps qui court entre leur arrivée et leur inscription au consulat (c'est pratique aussi pour les volontaires non ressortissants français car ils peuvent s'y inscrire sans condition de nationalité !). Ariane vous permet, lorsque vous effectuez un voyage ou une mission ponctuelle, de vous signaler gratuitement et facilement auprès du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle ne se substitue pas à l'inscription au registre des Français établis hors de France dès lors que le temps de séjour est supérieur à 6 mois.

C'est très simple à utiliser :

Vous créez votre compte

Vous enregistrez les caractéristiques de votre voyage en précisant :

Les dates de votre séjour

Que vous êtes en mission ONG en indiquant la DCC

Vos coordonnées françaises et celles de votre mobile local.

Ainsi si un problème survient vous serez contacté.

D) En cas d'urgence sanitaire ou sécuritaire :

une ligne directe + 33 1 45 65 91 70 et un Mél dédiés à la DCC securite@ladcc.org

E) En cas de signalement d'abus sexuels ou de maltraitance :

une ligne directe + 33 1 45 65 91 70 et un Mél dédiés à la DCC signalement@ladcc.org

3. Le cadre de la mission

A) La prise en charge sur place par le partenaire local

a) L'indemnité mensuelle de subsistance : d'un minimum de 150€, elle doit être adaptée au niveau de vie locale et permettre au volontaire d'accomplir sa mission dans des conditions de vie décentes.

Elle n'a pas le caractère d'un salaire ou d'une rémunération. Elle n'est soumise, en France, ni à l'impôt sur le revenu, ni aux cotisations et contributions sociales.

Le montant de l'indemnité mensuelle versée est fixé dans le contrat de VSI.

Dans certains cas, la DCC peut verser l'indemnité mensuelle ou la compléter, lorsqu'elle a fait le choix d'aider un partenaire local pour qui la présence d'un volontaire est indispensable.

b) Le logement

c) La nourriture le cas échéant ou une indemnité compensatrice.

Selon le type de logement, de mission ou de mode de vie de la communauté, il peut y avoir partage de la table.

B) Le cadre légal : le contrat de Volontariat de Solidarité International

a) Les signataires : un contrat de VSI est signé entre la DCC et le volontaire.

En parallèle, un accord pour l'envoi de volontaires de solidarité internationale est cosigné entre le partenaire local, le partenaire d'envoi le cas échéant, et la DCC.

La DCC est votre organisme d'envoi, elle vous accompagne et vous suit tout au long de votre mission. Vous êtes tenu de vous informer sur l'identité du chargé de mission de la DCC de votre pays et d'établir un contact avec lui. En l'absence de chargé de mission, le Service Relations Partenaires et Volontaires assure ce suivi directement via les chargés de zone.

Si vous avez des questions sur votre poste, sur les relations avec le partenaire local, ou encore sur les conditions de vie, veuillez-vous adresser à la DCC plutôt qu'au Service de Coopération et d'Action Culturelle (si les choses ne peuvent se solutionner sur place).

En effet, la DCC assure la supervision de votre affectation. Bien que la mission soit connue des autorités françaises puisque la DCC a eu leur accord sur toutes les missions, il est de la responsabilité commune (DCC et volontaire) de gérer les éventuels problèmes rencontrés.

b) La durée du contrat de VSI

Le contrat de VSI est établi pour une durée déterminée, de 12 ou 24 mois, commençant le premier jour du mois et se terminant le dernier jour du mois à +12 ou +24 mois.

Par exemple, si le départ est le 15/09/année n, la date de début de contrat sera le 01/09/année n et la date de fin de contrat sera soit le 31/08/année n+1 pour un contrat de 12 mois, soit le 31/08/année n+2 pour un contrat de 24 mois.

Le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) applique strictement la loi sur le volontariat et sa position est claire : le contrat est signé pour une certaine durée et le volontariat est un engagement à temps plein sur le lieu de mission. Par conséquent, il est attendu que la totalité de la durée du contrat soit effectuée sur place.

Toutefois, nous avons obtenu du Ministère une dérogation pour que le dernier mois de mission puisse être un mois de congé passé en France.

Dans notre exemple, cela signifie que le retour en France peut être effectué entre le 01/08 et le 31/08, dans la mesure où il reste des congés non pris. Faute de quoi le Ministère considérera qu'il y a rupture de contrat.

c) La rupture du contrat de VSI

Il est important de prendre en considération les répercussions d'une rupture de contrat de VSI.

⇒ Pour le partenaire local, le contrat de VSI est conclu pour une durée initiale de 12 ou 24 mois et répond à un besoin spécifique.

Quelles sont les conséquences pour le projet local en cas de rupture ?

⇒ La DCC doit rembourser à l'Etat les subventions liées à la formation, à la gestion et à la protection sociale en cas de rupture de moins de 12 mois.

⇒ Il est également difficile pour le volontaire de surmonter le sentiment d'échec personnel associé à la rupture.

d) La prolongation de mission de VSI

Le contrat de VSI est conclu pour une durée déterminée, et peut être prolongé sur la même mission. Le volontariat peut également se poursuivre sur une nouvelle mission.

La durée totale des missions accomplies par un volontaire, à titre continu ou non, pour une ou plusieurs associations, ne peut excéder six ans (article 4 de la Loi n°2005-159 du 23/02/2005).

Pour les volontaires éligibles à l'indemnité de réinstallation, le montant de celle-ci peut varier en fonction du nombre de mois effectués en continu (voir paragraphe sur l'indemnité de réinstallation).

⇒ La prolongation de mission : le volontariat se poursuit sur la mission avec le même partenaire local, les mêmes tâches et le même lieu.

Pour demander une prolongation de contrat, le partenaire local, le volontaire et le partenaire d'envoi (le cas échéant) doivent en faire la demande écrite et motivée par Mel à la DCC au moins trois mois avant la fin du contrat initial. La DCC-siège, après consultation du Chargé de Mission, pourra donner ou non son accord.

Chaque prolongation de mission porte sur une durée minimale d'un mois et maximale de douze mois. Il est possible de prolonger de 6 mois en 6 mois, ou de 12 mois en 12 mois.

Lorsqu'une mission est prolongée, la DCC délivre une attestation de prolongation de mission à chaque signataire du contrat.

⇒ La prolongation du volontariat : le volontariat peut se poursuivre sur une autre mission (autre pays, autre partenaire...)

Dans cette hypothèse, il faut prendre contact avec la DCC-siège qui fera tout son possible pour vous trouver une nouvelle mission.

C) Les congés annuels

Conformément à l'article 6 de la Loi n°2005-159 du 23 février 2005 sur le contrat de volontariat de solidarité internationale, le volontaire bénéficie au minimum de 2 jours de congés non chômés, par mois de mission, en vertu de la législation du pays où la mission est effectuée, dès lors qu'il accomplit une mission d'une durée au moins égale à 6 mois.

Cela se traduit par un minimum de 24 jours ouvrés (jours effectivement travaillés).

Si dans votre pays de mission, il y a plus de 11 jours fériés par an, les jours fériés supplémentaires doivent être comptabilisés dans les jours de congés.

En outre, les enseignants bénéficient de congés supplémentaires lors des petites vacances.

Les jours de congés doivent être pris en accord avec le partenaire local et le volontaire perçoit son indemnité mensuelle de subsistance pendant la période de congé, y compris pendant les congés de fin de mission.

Il est impératif d'informer la DCC dans un délai raisonnable de tout congé passé hors du pays de mission.

Nous vous rappelons que les congés doivent être pris tous les ans. Il est impossible pour les volontaires ayant effectué une mission de plus de 12 mois de reporter leurs congés l'année suivante et de les cumuler en fin de 2^{ème} année de mission.

La durée des congés de fin de mission ne peut excéder un mois et dépend du nombre de jours de congés restants. Le volontaire doit impérativement revenir dans son pays de résidence au plus tôt le premier jour du dernier mois de mission et au plus tard le dernier jour de ce même mois.

En cas de rupture du contrat et si le volontaire a accompli une mission d'une durée au moins égale à 6 mois, les congés seront calculés au prorata du temps de présence sur place.

Si le volontaire décide de voyager pendant le congé entre les deux années de mission, y compris dans son pays d'origine, les billets d'avion sont à sa charge.

Il est important de noter que **les congés passés dans le pays d'origine sont limités à un mois**, quelle que soit leur durée. Le calcul de cette période commence à la date de départ du pays de mission jusqu'à la date de retour dans le pays de mission.

A l'issue de la 2^{ème} année de mission, le congé pourra être pris dans le pays de mission avec l'accord du partenaire local.

① La protection sociale de la DCC vous couvre pendant vos congés que vous soyez en France ou à l'étranger, à condition que vous ayez prévenu au préalable (et dans un délai raisonnable) la DCC.

① **En cas de déplacements hors du pays de mission, même si cela est demandé par le partenaire local**, le volontaire doit en informer la DCC (chargé de zone et securite@ladcc.org) au moins 15 jours avant, en précisant les pays que le volontaire souhaite traverser, la durée, les dates et moyens de locomotion.

Toutefois, la DCC se réserve le droit de refuser cette autorisation pour des raisons sanitaires ou sécuritaires majeures.

De plus, le volontaire doit utiliser les services du fil d'Ariane.

D) Les rapports de mission

La DCC vous demande de faire le point et de rendre compte de votre expérience avec :

- 1er Rapport à 1 mois de mission ;
- 2ème Rapport à 7 mois ;
- Un rapport en cas de prolongation de mission ;
- Un rapport de fin de mission pour faire le point et rendre compte de votre expérience.

E) Les rapatriements

a) Le rapatriement sécuritaire : les volontaires doivent se conformer aux directives des autorités françaises. Si nécessaire, une décision pourra être prise en consultation avec le partenaire local et la DCC.

b) L'expulsion : en cas de participation notoire aux affaires politiques intérieures du pays ou d'actes délictueux (vol, drogue...).

c) Le rapatriement sanitaire : si le volontaire rencontre des problèmes de santé ou décède, un rapatriement sanitaire peut être décidé. Les garanties de l'assistance sont détaillées dans l'annexe de ce Guide.

Dans certaines circonstances, la DCC peut se réserver le droit de demander au volontaire de rentrer en raison de problèmes de santé.

F) La situation familiale pendant la mission

a) Le mariage pendant la mission

À la DCC, il est d'usage d'envoyer des couples où chacun occupe un poste de volontaire. Il n'y a pas de conjoint ayant-droit.

Toutefois, en cas de mariage pendant la mission, le (la) conjoint(e) peut bénéficier d'une protection sociale. Cette couverture comprend le régime maladie – maternité de la CFE, une mutuelle complémentaire, une assurance rapatriement et une responsabilité civile, sous certaines conditions déterminées par la CFE :

- Il (elle) est à votre charge totale, effective et permanente.
- Il (elle) n'exerce aucune activité professionnelle ;
- Il (elle) n'a pas de ressources personnelles ;
- Il (elle) ne bénéficie d'aucune retraite, pension ou rente à titre individuel ;
- Il (elle) ne bénéficie pas, à titre individuel, d'un régime obligatoire de sécurité sociale français ou étranger.

① Pour obtenir une protection sociale pour votre conjoint, veuillez contacter la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC. Un dossier à remplir pour la CFE vous sera envoyé.

b) La maternité - L'adoption

La DCC a pris en compte votre situation familiale avant de vous affecter à votre mission. Il est important de noter que l'usage à la DCC est, en cas de départ en familles, d'avoir un, deux ou trois enfants maximum. En effet, les conditions financières et matérielles du VSI ne sont pas adaptées pour des familles plus nombreuses ; de plus les partenaires n'ont pas forcément la capacité d'accueillir des familles au-delà de 3 enfants.

En cas de grossesse pendant la mission, il est important de prévenir immédiatement la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC qui vous informera des démarches à accomplir et de vos droits.

Si vous adoptez un enfant pendant votre mission, suite à un mariage pendant la mission ou du fait d'une démarche de couple en tant que volontaires, l'enfant peut bénéficier d'une protection sociale, incluant le régime maladie – maternité de la CFE, une mutuelle complémentaire, une assurance rapatriement et une responsabilité civile. Cependant, l'adoption doit être de type plénière.

① Pour obtenir plus d'informations et remplir les formalités nécessaires pour la CFE, vous pouvez contacter la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC. Elle vous fera parvenir un dossier à remplir

4. La protection sociale

Les formalités d'inscription auprès des organismes de protection sociale sont faites automatiquement par la DCC, à condition que vous partiez effectivement en volontariat avec la DCC.

4.1 La couverture sociale : la CFE et la Mutuelle Saint Martin.

A) Une sécurité sociale : Caisse des Français de l'Étranger

CFE - PRESTATIONS DE SANTE - TSA 54297 - 77284 AVON CEDEX

www.cfe.fr

11

= Il s'agit de la sécurité sociale spécialisée dans la gestion des dossiers des Français (ou ressortissants de la CEE) Expatriés.

= Les prestations couvertes sont :

- Maladie, maternité, invalidité - Indemnités journalières et Capital décès ;
- Accident du travail et Maladie professionnelle ;
- Vieillesse (régime de retraite de base de la sécurité sociale), sauf pour les volontaires retraités.

= La couverture : la CFE prend en charge vos soins faits à l'étranger mais aussi en France lors de vos séjours temporaires.

= Votre espace personnel CFE est créé dès votre adhésion à la CFE. Il vous revient de l'activer en vous connectant avec votre identifiant et votre code confidentiel. L'identifiant correspondant aux 13 premiers chiffres de votre numéro de sécurité sociale, sans la clé, et du code confidentiel que vous obtenez via <<code oublié >>.

Votre espace personnel est disponible 27 mois après votre radiation.

Si vous avez un traitement de longue durée, la prescription doit être renouvelée tous les semestres par un médecin pour être prise en charge par la CFE.

Si vous bénéficiez d'une prise en charge à 100% par votre caisse de sécurité sociale, dans le cadre d'une affection figurant sur une liste ou affection particulièrement grave, ou plusieurs affections entraînant un état pathologique invalidant, la CFE prendra également en charge les soins liés à ces affections à 100% dans la limite des tarifs France, sous réserve de lui fournir une attestation de prise en charge à 100% émanant de votre caisse précisant la période.

a) Les frais de santé et hospitalisation

Les remboursements des frais de santé par la CFE et la Mutuelle Saint Martin n'est pas une prise en charge à 100% des frais réels engagés. Il peut y avoir un reste à ta charge pour le volontaire.

= Vous vous faites soigner à l'étranger : les taux de remboursement de la CFE dépendent du pays d'exécution des soins et des typologies d'actes. Les taux de remboursements ou les forfaits de prise s'appliquent sur la dépense engagée.

La base de remboursement sera appliquée soit en taux soit en forfait de la facture réelle. Grâce à ce système, vous serez remboursé au plus juste car les frais de santé sont très différents d'un pays à l'autre.

Consultez le site de la CFE, vous y trouverez la carte actualisée des zones géographiques et le tableau actualisé chaque année de l'ensemble des garanties santé.

= Vous vous faites soigner en France : les taux de remboursement de la CFE sont à l'identique de ceux de la CPAM (www.ameli.fr), et en permettant le tiers payant dans les hôpitaux publics et privés.

= Pour obtenir plus de détails sur les modalités de prise en charge, veuillez consulter les annexes du Guide.

b) La maternité

En cas de grossesse pendant la mission, il est important de prévenir immédiatement la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC qui vous informera des démarches à accomplir et de vos droits.

12

❶ Il est à noter que la CFE n'est pas un organisme de versement d'allocations familiales. Les français expatriés n'ont pas droit aux allocations familiales tant que dure l'expatriation.

Cependant, vous pouvez vous renseigner auprès de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de votre domicile en France pour connaître vos droits à votre retour définitif en France. Pour bénéficier de la prestation d'accueil du jeune enfant, il est nécessaire de déclarer sa grossesse à la CAF dans les 14 premières semaines et d'être résidente en France durant le 6ème mois de grossesse. Le dossier sera examiné au cours du 6ème mois suivant le début de la grossesse.

= Pour obtenir plus de détails sur les modalités de prise en charge, veuillez consulter les annexes du Guide.

c) L'accident de travail – maladies professionnelles : afin de déclarer un accident du travail ou une maladie professionnelle survenu à l'étranger, il est nécessaire de se mettre en contact avec la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC.

En cas de reconnaissance par la CFE, l'assurance accidents du travail - maladies professionnelles prend en charge tous les soins consécutifs à un accident du travail (ou une maladie professionnelle) survenu à l'étranger si l'accident du travail (ou la maladie professionnelle) a été reconnu par la CFE, pour l'assuré uniquement.

= Pour obtenir plus de détails sur les modalités de prise en charge, veuillez consulter les annexes du Guide.

d) L'arrêt de travail-maladie

Si votre état de santé requiert une interruption de travail, un médecin doit impérativement remplir une prescription médicale comportant le nombre de jours d'arrêt ainsi que la date de début de celui-ci. Cette prescription doit être transmise sous un délai de 15 jours à la DCC afin que vous puissiez bénéficier d'une éventuelle indemnisation de la CFE. Un envoi tardif entraîne un refus d'indemnisation.

En cas d'arrêt de travail/maladie, il est nécessaire de contacter la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC afin que cette dernière puisse vous informer des démarches nécessaires à suivre et s'occupe des formalités administratives.

Il est important de noter que votre arrêt de travail doit être confirmé par la DCC.

❶ Une prescription d'arrêt ne peut avoir d'effet rétroactif. Ainsi, si votre arrêt de travail/maladie a été prescrit le 15 mars, avec une date de début au 1er mars, il ne sera pris en compte pour déterminer le droit à l'indemnisation qu'à compter du 15 mars.

e) Les indemnités journalières

L'option indemnités journalières permet d'obtenir une compensation de la perte de l'indemnité mensuelle de subsistance qui résulte d'un arrêt de travail/maladie ou d'un congé de maternité/paternité. Son montant en 2023 s'élève à 34,28 € par jour.

Dans le cas d'un arrêt de travail/maladie, les indemnités journalières débutent à partir du 31ème jour d'arrêt continu (après une période de carence de 30 jours) et peuvent s'étendre jusqu'à 120 jours (voire deux ans pour les maladies de longue durée). Pendant les 30 premiers jours d'arrêt, le partenaire local verse l'indemnité mensuelle convenue dans le contrat.

f) Le capital décès

En cas de décès du volontaire, la CFE verse un capital décès aux ayants droit. Les personnes qui étaient à la charge totale de l'assuré au moment du décès ont la priorité. Ce capital est versé dans l'ordre suivant : conjoint, concubin lié par un pacte civil de solidarité, descendants, puis enfin les ascendants. Le montant en 2023 du capital décès s'élève à 3 681 euros.

B) Une complémentaire santé : Mutuelle Saint Martin

Mutuelle Saint Martin - 3 rue Duguay Trouin - 75280 Paris Cedex 06

= Les prestations couvertes : la MSM est une mutuelle complémentaire santé obligatoire qui rembourse selon la nature des prestations de santé et d'hospitalisation.

La durée de la prise en charge est dépendante de celle de la CFE.

= Veuillez vous référer au tableau de garantie de la MSM en annexe de ce Guide. La prise en charge par la MSM ne sera effectuée qu'après une prise en charge préalable de la CFE.

Les remboursements des frais de santé par la CFE et la Mutuelle Saint Martin n'est pas une prise en charge à 100% des frais réels engagés. Il peut y avoir un reste à ta charge pour le volontaire.

= Pour obtenir plus de détails sur les modalités de prise en charge, veuillez consulter les annexes du Guide.

C) La plate-forme HENNER : un seul interlocuteur pour toute demande de remboursement des frais de santé

<https://clients.henner.com/henner/fr/auth/login>

Dès l'enregistrement de votre affiliation par la MSM, vous recevez un Mél avec votre numéro d'assuré HENNER.

=Pour la procédure d'enregistrement sur la plate-forme HENNER, veuillez consulter l'annexe 11 du Guide.

=Pour les modalités de prise en charge des frais médicaux : le service de demande de remboursement en ligne est disponible dans la rubrique *Mes demandes > Demander un remboursement*

Il faut y déposer vos justificatifs.

Veuillez consulter l'annexe 12 du Guide.

=Pour les modalités de prise en charge des frais d'hospitalisation par la PLATE-FORME HENNER, veuillez consulter l'annexe 13 du Guide.

La plate-forme HENNER assure le remboursement des frais de santé en appliquant les garanties de la CFE et de la Mutuelle Saint Martin. Elle effectue un seul paiement par demande de remboursement. Les remboursements des frais de santé par la CFE et la Mutuelle Saint Martin n'étant pas une prise en charge à 100% des frais réels engagés, il peut y avoir un reste à ta charge pour le volontaire.

4.2 les assurances

A) Une assistance rapatriement : MUTUAIDE ASSISTANCE

Préalablement à tout engagement, il est impératif de contacter :


MUTUAIDE ASSISTANCE
+33 1 55 98 88 35 – assistance@mutuaide.fr
Numéro de contrat PREVIES : FR023375TT

Lors d'un appel, ne soyez pas surpris, le décroché sera le suivant : PREVIES Bonjour....

7 jours sur 7, 24 heures sur 24

Voici votre carte d'assistance
 Détachez votre carte et conservez-la précieusement avec vos documents personnels.
 Elle contient les informations concernant vos garanties d'Assistance ainsi que le numéro à contacter en cas d'urgence.

Cette carte n'est pas une carte de crédit et n'est pas reconnue comme une garantie de paiement en cas d'hospitalisation.

Que faire en cas de demande d'intervention ? Lors de l'appel vous devez préciser : <ul style="list-style-type: none"> • L'adresse de votre domicile • La nature du problème • Le lieu où vous vous trouvez au moment de l'appel • Le n° de téléphone où nous pouvons vous joindre Attention : Pour pouvoir bénéficier de toutes les prises en charge n'engagez aucune dépense avoir d'avoir contacté nos services Pour assurer et gérer ses prestations, Tokio Marine Assistance fait appel au concours de la société Mutualde Services 8-14 avenue des frères Lumière 94365 Bry-Sur-Marne SAS régie par le Code des Assurances au capital de 100 000 € RCS Créteil : 480 118 587	En cas d'urgence, contactez TOKIO MARINE ASSISTANCE 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 Tél : 33 (0)1 55 98 88 35 Email : assistance@mutuaide.fr <small>Important : Cette carte est strictement réservée à l'usage de la société détentrice. Si vous trouvez cette carte, renvoyez-la sous pli non affranchi à Tokio Marine Europe S.A. (Tokio Marine HCC) – 6/8 Boulevard Haussmann – 75 441 Paris cedex 09. Important: The use of this card is limited strictly to the employees of the contracting company. Anyone finding this card, please send C.O.D. to: Tokio Marine Europe S.A. (Tokio Marine HCC) – 6/8 Boulevard Haussmann – 75 441 Paris cedex 09.</small>	TOKIO MARINE ASSISTANCE ASSOCIATION PREVIES N° de contrat : FR023375TT Effet : 01.01.2019 
--	--	---

Tokio Marine Assistance ne peut intervenir que dans la limite des accords donnés par les autorités locales.
 Tokio Marine Assistance ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence, ni prendre en charge les frais ainsi engagés.

TMASL - carte assistance 05-08

= Pour obtenir plus de détails sur les modalités de prise en charge, veuillez consulter les annexes du Guide.

① A votre arrivée dans le pays de mission, il est vivement recommandé de communiquer à votre entourage sur place le nom et les coordonnées de l'assistance.

B) Une assurance Responsabilité Civile Vie familiale et privée : Allianz

La garantie du contrat s'applique aux conséquences pécuniaire de la responsabilité civile encourue par le volontaire en mission en raison des dommages corporels, matériels et des pertes pécuniaires consécutives causés à autrui, dans le cadre de sa vie familiale et privée.

= Pour obtenir plus de détails sur les modalités de prise en charge, veuillez consulter les annexes du Guide.

En cas de sinistre, la déclaration doit être effectuée dans les 5 jours.

En revanche :

① Si le dommage résulte d'un incendie ou d'un vol, il est nécessaire de vérifier si le contrat d'assurance logement comporte une clause pour une couverture.

① Pour la conduite de véhicules à moteur ou 2 roues, une assurance du pays est requise.

① Il est important de préciser que ce contrat ne couvre pas la responsabilité civile professionnelle.

= Pour obtenir plus de détails sur les modalités de prise en charge, veuillez consulter les annexes du Guide.

C) Une assurance décès, invalidité : Saint Christophe Prévoyance

S/C de la DCC - Saint Christophe Prévoyance - 277 rue Saint Jacques – 75256 Paris Cedex 05
Contrat n° 2590003034000

Le montant de la rente d'invalidité varie en fonction du degré d'incapacité.

Le bénéficiaire du capital décès est celui que vous avez désigné au préalable sur le formulaire.

= Pour obtenir plus de détails sur les modalités de prise en charge, veuillez consulter les annexes du Guide.

PARTIE II – PREPARER SON RETOUR DE MISSION



I. L'Etat Retour

La Chargée du suivi administratif et social des volontaires vous envoie, 3 à 6 mois avant le terme de votre mission, une circulaire « Etat Retour » afin que vous puissiez envisager la suite, ainsi qu'un Guide Pratique "Revenir de Mission de volontaire de Solidarité Internationale" à jour des dernières dispositions.

II. Le voyage retour

A) Quand rentrer : la date de retour

Les dates de fin de contrat et les dates de retour possible vous sont rappelées sur l'Etat retour.

Il est impératif que la date de retour corresponde au contrat de VSI et soit préalablement fixée en accord avec votre partenaire local.

⇒ **Vous devez rentrer à la bonne date c'est-à-dire ni trop tôt, ni trop tard** : la date de retour doit être fixée au plus tôt le 1er jour du dernier mois de mission et au plus tard le dernier jour du dernier mois de mission, dans la limite des congés non pris.

Les dates sont cruciales, car si elles ne sont pas respectées le Ministère considère que le contrat est rompu, entraînant des conséquences, telles que :

- le remboursement par la DCC des aides de l'État pour le volontaire ayant réalisé moins de 12 mois de mission ;
- l'inéligibilité du volontaire à l'indemnité de réinstallation ;
- la question des assurances et la couverture sociale, et des responsabilités.

⇒ Il ne doit pas y avoir plus d'un mois d'écart entre votre date de retour et la date de fin de contrat. Les congés déjà pris durant l'année doivent être soustraits à ce mois.

⇒ Nous vous rappelons que les congés doivent être pris tous les ans. Il est impossible pour les volontaires ayant effectué une mission de plus de 12 mois de reporter leurs congés l'année suivante et de les cumuler en fin de 2^{ème} année de mission.

Le Ministère se conforme strictement à la loi sur le volontariat. Le contrat est signé pour une durée déterminée et le volontariat requiert un engagement à plein temps. Ainsi, la totalité de la durée du contrat doit être passée sur le lieu de mission.

Néanmoins, nous avons obtenu une dérogation du Ministère permettant aux volontaires de prendre le dernier mois de mission en congé en France, après la fin de leur mission, déduction faite des congés déjà pris, même s'il s'agit des congés scolaires.

Par exemple, si le contrat prend fin le 31 août, le volontaire doit être de retour au plus tôt le 1er août et au plus tard le 31 août, en fonction des jours de congés restants.

B) Comment rentrer

= Il y a deux options de voyage possibles :

- la plus courante est le retour par voie directe de la capitale du pays de mission jusqu'au domicile ;
- toutefois, il est également possible de rentrer par voie indirecte, c'est-à-dire voyager en rentrant

= Peu importe le type de voyage, le volontaire a le soin de gérer son billet d'avion retour

- Soit en lien avec le partenaire local ou le partenaire d'envoi lorsque celui-ci doit en assumer le coût,
- Sinon avec DCC-VOYAGES (même procédure qu'à l'aller).

C) Le retour par voie directe

La circulaire « Etat Retour » précise qui prend en charge financièrement votre billet.

a) Si le billet retour est à la charge financière du partenaire local

⇒ Vous envisagez les modalités de voyage directement avec lui.

Sont pris en charge financièrement par le partenaire local, les frais de voyage retour jusqu'à l'aéroport international du pays de résidence du volontaire, par la voie la plus directe et aux conditions financières les plus avantageuses.

Sur demande auprès de votre chargé de zone et sur présentation de justificatifs, la DCC peut rembourser le trajet de l'aéroport international du pays de résidence au domicile du volontaire sur la base des frais réels plafonnés au tarif SNCF le plus avantageux.

b) Si le billet retour est à la charge financière du partenaire d'envoi

⇒ Vous envisagez les modalités de voyage directement avec lui.

Sont pris en charge financièrement par le partenaire d'envoi, les frais de voyage retour jusqu'à l'aéroport international du pays de résidence du volontaire, par la voie la plus directe et aux conditions financières les plus avantageuses.

Sur demande auprès de votre chargé de zone et sur présentation de justificatifs, la DCC ou le partenaire d'envoi peut rembourser le trajet de l'aéroport international du pays de résidence au domicile du volontaire sur la base des frais réels plafonnés au tarif SNCF le plus avantageux.

c) Si le billet retour est à la charge financière de la DCC

⇒ Vous suivez la même procédure qu'à votre départ.

Politique voyage de la DCC

1. Les billets d'avion ne sont pas remboursables. Ils peuvent, dans certains cas, être modifiables avec des frais supplémentaires. Toute modification doit être opérée par la DCC et ne sera faite qu'en cas de force majeure.
2. Le nombre de bagages en soute autorisés dépend des compagnies aériennes (en général, 1x23kg). Les excédents sont à la charge du volontaire.
3. Si vous réservez votre billet, vous êtes autorisé à prendre un billet avec un temps d'escale ne dépassant pas 6h lorsque c'est possible. Toutefois, nous en appelons à votre bon sens pour prendre une option avec un coût raisonnable, en sachant que la charge du billet revient à la DCC.
4. Merci de demander confirmation à dcc-voyages@ladcc.org avant de réserver un vol low-cost, sur notre plateforme de réservation, où il serait indiqué que le billet sera réservé sans procédure de confirmation.
5. Si le vol comprend une escale aux Etats-Unis, vous êtes responsable de prendre votre visa de transit (ESTA). Ce visa est à la charge du volontaire.

Sur demande auprès de votre chargé de zone et sur présentation de justificatifs, la DCC ou le partenaire d'envoi peut rembourser le trajet de l'aéroport international du pays de résidence au domicile du volontaire sur la base des frais réels plafonnés au tarif SNCF le plus avantageux.

D) Le cas du retour par voie indirecte

Si vous désirez revenir par voie indirecte, c'est-à-dire voyager en rentrant, entre le lieu de mission et le domicile du pays de résidence, une discussion avec la DCC est requise pour des raisons sécuritaires, sanitaires et financières.

a) La demande d'autorisation à la DCC

Afin d'organiser votre voyage, veuillez adresser à votre chargé de zone une demande par Mél en spécifiant le trajet, la durée, les dates, les étapes, les moyens de transport et une estimation des coûts. Votre demande sera examinée par la DCC en collaboration avec votre chargé de mission.

La DCC est responsable du volontaire pendant son voyage vis-à-vis des partenaires locaux, des autorités des pays traversés et des pouvoirs publics français, ainsi que des assurances et organismes de couverture sociale, auprès desquels le volontaire est assuré pendant sa mission, y compris pendant les congés pris dans le pays de mission ou en France.

Ainsi, la DCC permet les retours indirects sous certaines conditions strictes :

- La date de retour en France doit être convenue avec le partenaire local et la DCC, et doit se faire avant la fin du contrat de VSI.
- La durée du voyage de retour doit correspondre aux congés restants à prendre, ne dépassant pas 30 jours entre la sortie du pays de mission et le retour en France.
- Les zones géographiques parcourues doivent être exemptes de tout risque sanitaire ou sécuritaire.

b) Le remboursement

La circulaire « Etat Retour » précise qui prend en charge financièrement votre billet.

⇒ Si le voyage est à la charge du partenaire local / d'envoi, il vous versera la somme correspondant au prix du billet qu'il obtiendrait par la voie la plus directe et aux conditions financières les plus avantageuses, plafonnée sur la base des frais réels. Les frais supplémentaires sont à la charge du volontaire. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

⇒ Si le voyage est à la charge de la DCC, la DCC vous remboursera le prix du voyage retour sur la base des frais réels et au maximum du tarif le moins cher que nous trouverons du trajet « capitale à capitale », et sur présentation de justificatifs des frais occasionnés par les moyens de transports utilisés.

Les frais supplémentaires sont à la charge du volontaire. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

c) Pour tous : consignes de sécurité et fil d'Ariane

Que l'autorisation du retour indirect soit accordée ou non par la DCC :

- = Concernant les consignes de sécurité, il est conseillé de suivre celles mentionnées sur le site du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ;
- = De plus, nous vous recommandons de vous inscrire sur le fil d'Ariane pour toute la durée de votre voyage.

E) Que se passe-t-il en cas de retour hors délai (après la date de fin de contrat) ou en cas de retour non autorisé par la DCC ?

La DCC fixera une date de fin de contrat.

⇒ Afin de voyager en toute sérénité, le volontaire doit souscrire ses propres assurances couvrant les frais médicaux, le rapatriement sanitaire, la responsabilité civile. Celles-ci doivent non seulement le couvrir pendant son voyage, mais également à son retour jusqu'à son intégration à la sécurité sociale française et à une mutuelle complémentaire santé.

⇒ En effet, la protection sociale de la DCC prendra automatiquement fin auprès des assurances et organismes de couverture sociale : CFE (maladie, maternité, invalidité, indemnités journalières, capital décès ; accident de travail, maladie professionnelle ; vieillesse) ; Mutuelle Saint Martin (complémentaire santé) ; ainsi que des assurances : MUTUAIDE ASSISTANCE (assurance

rapatriement) ; Saint Christophe Assurances (invalidité-décès) ; ALLIANZ (responsabilité civile vie familiale et privée).

⇒ Cela signifie qu'une fois rentré, il est essentiel que le volontaire se mette à jour ses droits à la PUMA (sécurité sociale) et à une complémentaire santé appropriée (Complémentaire Santé Solidaire (CSS), mutuelle personnelle ou d'entreprise selon votre situation).

Il ne sera pas possible pour le volontaire de profiter de l'avantage du maintien de droit pendant trois mois au régime maladie de la CFE, ni à la complémentaire santé, la Mutuelle Saint Martin. Veuillez consulter le point IV – LA PROTECTION SOCIALE AU RETOUR ci-dessous.

⇒ Notez également que si vous êtes éligible à l'indemnité de réinstallation, vous devrez attendre votre retour effectif dans votre pays de résidence pour en bénéficier, et devrez prendre alors contact avec la Chargée du suivi administratif et social des volontaires pour les modalités pratiques.

20

III. LES FORMALITES ADMINISTRATIVES

Pour votre information, voici quelques éléments sur les démarches à effectuer ...

A) Avant de quitter votre pays de mission

= il est important de procéder à quelques formalités administratives afin de faciliter votre retour en France :

a) La radiation de l'immatriculation consulaire

- Demander votre radiation du registre des Français établis hors de France et avant le 31/12 s'il y a des élections en France l'année suivante. Les services de votre consulat vous renseigneront sur l'ensemble des formalités à accomplir. Un certificat de radiation vous sera délivré par le consulat.
- Demander votre radiation de la liste électorale consulaire. C'est un préalable essentiel à votre future inscription sur les listes électorales de votre nouvelle commune de résidence en France. De retour en France, n'oubliez pas de vous inscrire sur les listes électorales de votre nouvelle commune pour pouvoir voter lors des prochaines élections.

b) La voiture

Si vous avez conduit une voiture durant votre mission, il est conseillé de solliciter votre assureur pour obtenir un relevé d'information ou une attestation d'assurance. Cela vous permettra d'éviter d'être classé comme un « jeune conducteur » à votre retour en France.

B) Au retour

a) Téléphonnez à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC

Lorsque vous rentrez, il est primordial de faire le point sur votre situation en terme d'assurances et de couverture sociale.

Une fois le contact pris par téléphone, la Chargée du suivi administratif et social des volontaires vous fera parvenir par Mél une attestation d'accomplissement de mission. Celle-ci atteste de votre période de volontariat.

b) La banque

Si vous aviez signalé à votre banque votre changement d'adresse ou votre départ à l'étranger, n'oubliez pas de l'informer de votre retour et de lui fournir vos nouvelles coordonnées.

c) Les impôts

Nous vous invitons à vous rapprocher de l'administration fiscale

-si vous avez fait lors de votre départ des démarches, pour signaler votre retour en France.
-pour faire le point sur votre situation, en particulier en ce qui concerne les prélèvements à la source.
Veuillez noter que la DCC ne procède à aucune démarche ou déclaration auprès de l'administration fiscale.

Rappel :

❶ L'indemnité mensuelle de subsistance que vous avez reçue pendant votre volontariat n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu ni aux cotisations et contributions sociales conformément à l'article 7 de la loi n° 2005-159 du 23/02/2005 relative au contrat de VSI de solidarité internationale. Elle ne doit donc pas être déclarée aux impôts car elle n'est ni une rémunération ni un salaire. Elle n'est donc pas imposable.

❷ Les volontaires âgés d'au moins 21 ans ne peuvent pas être rattachés au foyer fiscal de leurs parents (réponse Autexier JO 18/09/1989 Déb. AN quest. p. 4170).

❸ L'indemnité de réinstallation et la prime forfaitaire d'insertion professionnelle doivent être déclarées aux impôts dans la rubrique Traitements et salaires – employeur FONJEP - SIREN 784362493, et sont donc imposables.

21

d) Le bilan médical

La DCC vous encourage vivement à effectuer un bilan médical à votre retour, surtout si vous avez rencontrés des problèmes de santé au cours de votre mission.

Il n'y a pas de dossier médical à présenter une fois de retour, ni de consultation spécifique suggérée par la DCC.

En cas de fièvre, il faut consulter immédiatement.

e) La retraite

Si vous n'êtes pas déjà retraité, la DCC a cotisé au régime vieillesse de base de la sécurité sociale auprès de la CFE, pendant votre mission.

Suite à la demande de radiation de la DCC, vous pourrez télécharger votre situation administrative de fin de droit attestant de votre la période de cotisation, en vous connectant à votre espace personnel sur www.cfe.fr en utilisant votre n° de sécurité sociale et votre code confidentiel. Si vous ne l'avez plus, vous pouvez en obtenir un nouveau par Mél par la fonction « Code oublié ? ». Nous vous recommandons de la conserver car elle sera utile pour le calcul de vos points de retraite.

Les cotisations enregistrées auprès de la CFE pour l'assurance volontaire vieillesse sont reversées à la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) et seront automatiquement prises en compte dans le calcul de votre retraite en tant que régime général.

Il n'y a pas de cotisation à un régime de retraite complémentaire, car la loi n° 2005-159 relative au contrat de VSI de solidarité internationale ne l'envisage pas.

f) La validation des acquis de l'expérience

En vertu de la loi n° 2005-159 relative au contrat de VSI de solidarité internationale, l'article 3 alinéa 2 énonce le principe de la validation des acquis :

« L'ensemble des compétences acquises dans l'exécution d'un contrat de VSI de solidarité internationale en rapport direct avec le contenu d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification peut être pris en compte au titre de la validation des acquis de l'expérience dans les conditions prévues aux articles L. 335-5 et L. 335-6 du code de l'éducation. »

Le temps du volontariat de solidarité internationale peut être comptabilisé à condition d'avoir au moins trois ans d'expérience en lien direct avec la certification visée.

A la session Revenir, le Service Recrutement et Formation de la DCC vous remettra une attestation d'acquis d'expérience, qui pourra être utilisée lors de tout processus de validation.

Si vous avez des questions, veuillez consulter le site <http://www.vae.gouv.fr/>

g) Le compte engagement citoyen (CEC)

Le Compte personnel d'activité (CPA) intègre le compte CEC, qui contient les droits acquis par les personnes ayant effectué un volontariat de 6 mois ou plus à partir du 1er janvier 2017. Ces droits permettent l'accès à des formations "CEC".

Le FONJEP assure la transmission des informations au Ministère, qui les transfère à la Caisse des dépôts et consignations. La DCC ne joue aucun rôle dans cette procédure. Pour de plus amples informations, veuillez contacter directement le FONJEP.

IV. LA PROTECTION SOCIALE AU RETOUR

Pendant votre période de volontariat, vous êtes affilié aux assurances et organismes de couverture sociale choisis et souscrits par la DCC. À la fin de votre contrat de VSI, les couvertures pour accident de travail, vieillesse, rapatriement sanitaire, invalidité, capital décès et responsabilité civile vie familiale et privée prennent fin automatiquement. 22

Nous vous recommandons de souscrire une assurance responsabilité civile familiale et vie privée pour compléter votre protection. A votre retour de mission, si vous êtes hébergé chez une personne, vous pouvez en principe bénéficier de l'assurance responsabilité civile familiale et vie privée de son contrat assurance habitation. Pour autant, nous vous conseillons de voir les conditions et modalités pratiques directement avec cette assurance

⇒ Lorsque vous rentrez, vous devez absolument téléphoner à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC, pour être guidé dans vos démarches, recevoir une attestation d'accomplissement de fin de mission par Mél. La DCC se charge des démarches nécessaires auprès des assurances et organismes de couverture sociale souscrits par elle.

La DCC se charge de transmettre vos nouvelles coordonnées à la CFE et à la Mutuelle Saint Martin.

⇒ Suite à la demande de radiation de la DCC, vous pourrez télécharger votre situation administrative de fin de droit attestant de votre la période de cotisation, en vous connectant à votre espace personnel sur www.cfe.fr en utilisant votre n° de sécurité sociale et votre code confidentiel. Si vous ne l'avez plus, vous pouvez en obtenir un nouveau par Mél par la fonction « Code oublié ? ». Nous vous recommandons de la conserver.

⇒ La Mutuelle Saint Martin établit un certificat de radiation et vous l'envoie par Mél.

La DCC ne fait pas de démarches ni de déclaration auprès de la CPAM, ni de votre mutuelle.

Voici des informations générales sur votre couverture sociale selon votre situation :

A) Vous résidez en France à votre retour sans reprendre immédiatement une activité

a) Principe de la prise en charge par la Protection Universelle Maladie (PUMA) + votre mutuelle

Si vous êtes résident en France, que vous n'avez plus de droit et ni d'activité professionnelle, grâce à la **PUMA**, vous pouvez bénéficier de la prise en charge de vos frais de santé dès lors que vous résidez en France.

Les volontaires de solidarité internationale de retour en France ne sont pas tenus de justifier 3 mois de résidence conformément à l'article 1 Art. D. 160-2 4° du Décret n° 2015-1882 du 30 décembre 2015 relatif aux modalités de prise en charge des frais de santé en cas de maladie ou de maternité des bénéficiaires de la protection universelle maladie.

<https://www.ameli.fr/paris/assure/droits-demarches/etudes-emploi-retraite/sans-emploi/sans-emploi>

Il est nécessaire d'envoyer au centre de sécurité sociale de votre lieu de résidence la circulaire 735 intitulée « Demande d'affiliation au régime général sur critère de résidence » (téléchargeable sur le site Internet ameli.fr), accompagnée des pièces justificatives demandées, ainsi que de l'attestation d'accomplissement de mission délivrée par la DCC. Il convient de souligner qu'il n'y a pas de transfert de dossier entre la CFE et la CPAM.

Si toutes les conditions sont remplies, l'affiliation au régime général prendra effet à la date de dépôt de la demande.

En ce qui concerne la **mutuelle**, il est impératif de souscrire à une mutuelle personnelle ou celle proposée par l'entreprise. La DCC se charge de la radiation auprès de la Mutuelle Saint Martin. Cette dernière vous enverra par Mél un certificat de radiation, afin que vous puissiez vous affilier à une mutuelle et bénéficier immédiatement de ses prestations, sans délai de carence.

Il est utile de savoir que la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) permet d'obtenir une protection complémentaire santé gratuite ou peu onéreuse sous certaines conditions, notamment de ressources. Il convient de s'adresser à la CPAM du lieu de résidence pour faire le point sur votre situation et faire les démarches.

Les soins médicaux : couvert par la PUMA, si vous avez des frais médicaux, vous présentez votre carte de sécurité sociale au médecin généraliste, spécialiste / le pharmacien / le laboratoire.

Selon le cas, vous n'avez pas à faire l'avance des frais médicaux.

Si ce n'est déjà fait, il est important de déclarer un médecin traitant à la CPAM.

b) Cas du maintien de droit aux prestations "santé" par la CFE pendant 1 à 3 mois + la MSM

A la demande expresse de la DCC, la CFE peut accorder au volontaire de retour un maintien de droit aux prestations "santé" pendant 1 à 3 mois à partir de la date de radiation.

Toutefois, pour bénéficier de cette mesure, il est impératif que le volontaire soit de retour en France avant la fin de son contrat de VSI et qu'il y reste.

⇒ Il est à noter que ce maintien de droit n'est pas automatique et que le volontaire doit prendre contact par téléphone avec la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC dès son retour afin que celle-ci puisse effectuer les démarches auprès de la CFE. Pour bénéficier de ce dispositif, le volontaire doit normalement être inscrit à Pôle emploi.

① En cas de fin de contrat anticipé, si vous avez été adhérent à la CFE pendant un minimum de 1 à 3 mois, que vous êtes de retour en France et que vous y restez, votre maintien de droit est réduit à un mois maximum. La Mutuelle Saint Martin peut toutefois être maintenue pendant ce mois, par la DCC.

① Si vous prévoyez de séjourner dans un pays autre que la France pendant ces trois mois, il est important de savoir que la CFE ne vous couvre pas. Nous vous recommandons donc de souscrire une assurance personnelle qui couvre les frais médicaux et le rapatriement sanitaire. La DCC se réserve le droit de mettre fin au maintien de droit de la CFE et à la Mutuelle Saint Martin en cas de séjour long à l'étranger.

① Le **volontaire de nationalité** autre que française mais **européenne** résidant dans son pays de nationalité et ne reprenant pas immédiatement une activité peut bénéficier du même dispositif : le maintien de droit auprès de la CFE aux prestations "santé" pendant 1 à 3 mois (réduit à 1 mois en cas de retour anticipé) à compter de la date de radiation, ainsi que le maintien de la Mutuelle Saint Martin.

Cependant, ce maintien de droit n'est pas automatique. Pour en bénéficier, le volontaire doit impérativement téléphoner à son retour à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC, qui se chargera des démarches auprès de la CFE et de la Mutuelle Saint Martin.

① Si vous trouvez un emploi durant cette période de trois mois, votre statut change, et vous obtiendrez votre propre couverture (PUMA + mutuelle). Veuillez alors en informer la Chargée du suivi administratif et social des volontaires, qui vous guidera dans vos démarches et qui pourra ainsi mettre fin à la prise en charge de votre couverture sociale CFE et Mutuelle Saint Martin, pour éviter de payer des cotisations sociales inutiles. 24

Au terme de cette période de maintien de droit, la DCC vous radie automatiquement de la Mutuelle Saint Martin, qui vous délivrera par Mél un certificat de radiation. Ce document vous permettra de souscrire à une mutuelle et de bénéficier sans délai de ses prestations, sans délai de stage (période durant laquelle vous payez des cotisations mais n'êtes pas couvert ou seulement partiellement).

Les soins médicaux : couvert par la CFE et la MSM, si vous avez des frais médicaux, vous consultez la procédure en annexe de ce Guide.

Assuré par la CFE, vous n'êtes pas concerné par les dispositions relatives au parcours de soins et n'avez pas à choisir de médecin traitant, ni à le consulter avant une visite chez un spécialiste. Toutefois il est préférable d'informer le spécialiste que vous consultez en France pour éviter tout dépassement d'honoraires éventuel dû au non-respect du parcours de soins.

Après le maintien de droit, quelle couverture sociale ?

La **PUMA** permet aux personnes sans activité professionnelle de rejoindre le régime général de la sécurité sociale, garantissant ainsi la prise en charge de leurs frais de santé en France. Les volontaires de solidarité internationale n'ont pas besoin de justifier une résidence de trois mois en vertu à l'article 1 Art. D. 160-2 4° du décret n° 2015-1882 du 30 décembre 2015 relatif aux modalités de prise en charge des frais de santé en cas de maladie ou de maternité des bénéficiaires de la protection universelle maladie.

<https://www.ameli.fr/paris/assure/droits-demarches/etudes-emploi-retraite/sans-emploi/sans-emploi>

Il est nécessaire d'envoyer au centre de sécurité sociale de votre lieu de résidence la circulaire 735 intitulée « Demande d'affiliation au régime général sur critère de résidence » (téléchargeable sur le site Internet ameli.fr), accompagnée des pièces justificatives demandées, ainsi que de l'attestation d'accomplissement de mission délivrée par la DCC. Il convient de souligner qu'il n'y a pas de transfert de dossier entre la CFE et la CPAM.

Si toutes les conditions sont remplies, l'affiliation au régime général prendra effet à la date de dépôt de la demande.

En ce qui concerne la **mutuelle**, il est impératif de souscrire à une mutuelle personnelle ou celle proposée par l'entreprise. La DCC se charge de la radiation auprès de la Mutuelle Saint Martin. Cette dernière vous enverra par Mél un certificat de radiation, afin que vous puissiez vous affilier à une mutuelle et bénéficier immédiatement de ses prestations, sans délai de carence.

Il est utile de savoir que la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) permet d'obtenir une protection complémentaire santé gratuite ou peu onéreuse sous certaines conditions, notamment de ressources. Il convient de s'adresser à la CPAM du lieu de résidence pour faire le point sur votre situation et faire les démarches.

Les soins médicaux : couvert par la PUMA, si vous avez des frais médicaux, vous présentez votre carte de sécurité sociale au médecin généraliste, spécialiste / le pharmacien / le laboratoire.

Selon le cas, vous n'avez pas à faire l'avance des frais médicaux.

Si ce n'est déjà fait, il est important de déclarer un médecin traitant à la CPAM.

B) Vous résidez en France à votre retour et reprenez une activité salariée dès votre retour

25

Vos droits à la CFE et à la Mutuelle Saint Martin cessent à la date de radiation fixée d'un commun accord entre vous et la DCC.

① Ceci inclut également au volontaire de nationalité autre que française mais européenne résidant dans son pays de nationalité et reprenant une activité.

a) Inscription à la CPAM de votre domicile et la PUMA

En tant que salarié, vous êtes obligatoirement rattaché à la PUMA et à la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de votre lieu de résidence.

Cette affiliation donne droit au remboursement de vos frais de santé en cas de maladie du seul fait de votre activité professionnelle.

Nous vous recommandons de vérifier si vous êtes bien couvert en présentant votre carte Vitale sur les bornes disponibles dans les organismes d'assurance maladie, les pharmacies, ou certains établissements de santé.

Nous vous conseillons de contacter la CPAM de votre lieu de résidence pour réactualiser vos droits et mettre à jour vos coordonnées. Il n'y a pas de transfert de dossier entre la CFE et la CPAM.

b) Inscription à la mutuelle de votre entreprise

Les employeurs du secteur privé se doivent de proposer une assurance santé collective à leurs employés.

Pour les autres, vous devez souscrire à une complémentaire santé, à moins que vous ne soyez éligible à la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) qui permet d'obtenir une protection complémentaire santé gratuite ou peu onéreuse sous certaines conditions, notamment de ressources. Il convient de s'adresser à la CPAM du lieu de résidence pour faire le point sur votre situation et faire les démarches.

C) Vous êtes français et vous résidez hors de France

ou Vous êtes d'une nationalité européenne et vous ne résidez pas dans votre pays de nationalité :

Vous ne pouvez pas bénéficier du maintien de droit aux prestations "santé" de la CFE. Vos droits à la CFE et à la Mutuelle Saint Martin cessent à la date de radiation fixée d'un commun accord entre vous et la DCC, et au plus tard au dernier jour de votre fin de contrat.

⇒ A votre retour, il est essentiel que vous contactiez par téléphone la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC. Elle vous accompagnera dans vos démarches et s'occupera de toutes les formalités auprès de la CFE et de la Mutuelle Saint Martin.

⇒ Il est également impératif que vous souscriviez vos propres assurances : santé, rapatriement sanitaire, décès-invalidité et responsabilité civile vie privée.

V. LA REINSERTION PROFESSIONNELLE

Vous ne pouvez entreprendre ces démarches qu'une fois rentré en France et lorsque votre contrat de VSI est terminé.

Pour donner un exemple, si votre contrat de VSI se termine le 31 AOUT, vous pouvez travailler, vous inscrire à Pôle Emploi, ou commencer les démarches pour obtenir le RSA, à compter du 1^{er} SEPTEMBRE, afin d'avoir effectivement votre nombre de mois de contrat de VSI.

Nous vous recommandons de rester informé des derniers dispositifs en consultant le site de Pôle Emploi.

A titre indicatif :

26

A) L'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi

a) Principe : vous pouvez vous inscrire / réinscrire comme demandeur d'emploi auprès de Pôle emploi, sous réserve d'être immédiatement disponible pour occuper un emploi.

Veuillez noter qu'il ne faut pas effectuer cette démarche avant la fin de votre contrat de VSI.

Il est également important de remplir les critères requis pour pouvoir travailler, notamment en matière d'âge, de condition physique et d'autorisation de travail.

b) Période d'inscription : vous pouvez vous inscrire à partir du lendemain de la date de fin du contrat de VSI.

c) Modalités d'inscription : l'inscription se fait exclusivement en ligne sur le site de Pôle emploi : www.pole-emploi.fr

Après enregistrement, une attestation d'inscription (carte de demandeur d'emploi) ainsi qu'un avis de changement de situation et une notice d'information concernant vos droits et responsabilités vous seront délivrés. Dans le mois qui suit votre inscription, un entretien professionnel avec un membre de l'équipe de Pôle emploi est obligatoire (à l'exception des réinscriptions), l'omission entraînant la suppression de votre nom de la liste des demandeurs d'emploi.

B) La demande d'allocation chômage

a) Principe : la demande d'allocation s'effectue auprès de Pôle emploi lors de l'inscription en tant que demandeur d'emploi.

Il est nécessaire de faire une demande d'allocation auprès de Pôle Emploi lors de l'inscription en tant que demandeur d'emploi. Pour bénéficier de l'allocation chômage, plusieurs critères sont à prendre en compte tels que votre statut professionnel avant votre mission et votre âge lors de votre retour. Le contrat de VSI n'est pas considéré comme un contrat de travail, ce qui signifie qu'il n'y a pas de cotisation à une assurance chômage pendant la durée de la mission. Vos possibles droits à l'assurance chômage sont déterminés en fonction de votre statut professionnel avant votre départ en volontariat.

⇒ Avant de partir, vous avez démissionné pour effectuer une mission de volontariat de solidarité internationale ?

L'article 3 de la loi n° 2005-159 relative au contrat de VSI de solidarité internationale définit les conditions dans lesquelles l'engagement d'un salarié de droit privé dans une mission de solidarité internationale est un motif légitime de démission.

« Si le volontaire était avant de partir en mission un salarié de droit privé, l'engagement pour une ou plusieurs missions de volontariat de solidarité internationale d'une durée continue minimale d'un an est un motif légitime de démission. Dans ce cas, si l'intéressé réunit les autres conditions pour

bénéficier d'une indemnisation du chômage, ses droits seront ouverts à son retour de mission. Ces droits seront également ouverts en cas d'interruption de la mission ».

Lors de la demande de l'allocation chômage, il est nécessaire de fournir une copie des bulletins de salaire antérieurs à votre départ en volontariat, une attestation Pôle Emploi fournie par l'employeur précédent votre mission ainsi qu'une copie de l'attestation de d'accomplissement de mission de la DCC.

Le délai de déchéance ne court pas pendant la durée d'un contrat de service civique. Le VSI fait partie du dispositif du Volontariat en service civique

⇒ Avant de partir, vous bénéficiez d'une allocation chômage ?

Lors de votre retour de mission, il est impératif de présenter à Pole Emploi l'attestation d'accomplissement de mission délivrée par la DCC. Votre situation sera alors réexaminée.

Le versement de vos allocations pourra être repris ¹si vos droits ne sont pas épuisés, ²s'il reste un reliquat de droits, ³si vous n'êtes pas déchu de vos droits.

La reprise de vos droits ne peut intervenir après le terme du délai de déchéance allongé de la durée du contrat de VSI.

⇒ Avant de partir, votre contrat de travail a été rompu conventionnellement ou vous étiez en fin de CDD ?

Avant de partir vous avez demandé à Pôle Emploi de vous préciser votre délai de déchéance (délai au-delà duquel vous ne pouvez plus bénéficier de vos allocations chômage restantes).

Lors de votre retour de mission, il est impératif de présenter à Pole Emploi l'attestation d'accomplissement de mission délivrée par la DCC.

⇒ Avant de partir, vous n'avez jamais travaillé ?

Le contrat de VSI n'est pas un contrat de travail. Par conséquent, il n'y a pas de cotisation à une assurance chômage pendant le temps de votre mission. Vous n'aurez pas droit à l'allocation chômage.

b) **Décision de Pôle emploi.** En principe, les demandes complètes sont traitées et une décision (d'admission ou de refus) est notifiée dans les 5 jours ouvrés à compter de leur enregistrement par Pôle emploi. N'oubliez pas de conserver la notification de décision pour d'éventuelles autres démarches.

c) **Le renouvellement mensuel**

La 1^{ère} quinzaine de chaque mois, vous êtes tenu de renouveler ou de mettre à jour votre inscription sur la liste des demandeurs d'emploi en utilisant le site de Pôle emploi, sous peine d'être radié et de ne plus toucher les allocations chômage.

VI. LES AIDES FINANCIERES SPECIFIQUES AUX VSI

A) L'indemnité de réinstallation

a) **Principe :** article 14 du Décret n° 2022-1067 du 28 juillet 2022 pris pour application de la Loi n° 2005-159 relative au contrat de VSI de solidarité internationale.

« Lors de son retour effectif dans son pays de résidence, s'il a effectué au moins douze mois de mission, le volontaire de solidarité internationale peut prétendre à une indemnité de réinstallation.

S'il a effectué entre six et douze mois de mission, il peut prétendre à cette indemnité si son retour est déterminé par un motif impérieux dûment justifié de nature sanitaire, familiale, administrative ou de sécurité. Le montant de l'indemnité est alors fonction de la durée de la mission.

Un volontaire de solidarité internationale peut prétendre à une nouvelle indemnité de réinstallation dans les conditions énoncées à l'alinéa précédent s'il accomplit une mission qui débute plus de douze mois après la fin de la précédente.

Le volontaire de solidarité internationale fonctionnaire ou assimilé ne peut prétendre à l'indemnité de réinstallation. »

b) Bénéficiaires : les volontaires ayant accompli au moins 12 mois de mission sont considérés comme éligibles.

① Cependant, les volontaires fonctionnaires ou assimilés ne sont pas éligibles, y compris ceux qui sont à la retraite.

Par "assimilé fonctionnaire", il est entendu les agents non titulaires de la fonction publique qui dispose toujours à leur retour d'un lien avec leur administration. Cela peut s'appliquer aux agents en CDI qui par exemple ont fait une demande de congés pour convenances personnelles et qui à leur retour rejoignent leur administration, ainsi que les agents en CDD, dès lors que leur contrat n'est pas terminé à leur retour.

En revanche, un contractuel dont le contrat a pris fin à son départ, de sorte qu'il n'est plus contractuel de la fonction publique à son retour, n'est pas considéré comme un assimilé fonctionnaire et est éligible à l'indemnité de réinstallation, sous réserve de remplir les autres conditions.

c) Conditions

Il faut avoir :

- +avoir accompli au moins 12 mois consécutifs de mission ;
- +et être de retour effectif dans son pays de résidence.

- En cas de prolongation de contrat au-delà de 24 mois de mission, le montant de l'indemnité de réinstallation n'est pas réévalué. La forfait reste à 3700 euros.
- Lorsqu'à l'issue de sa mission, le volontaire éligible repart à l'étranger à titre personnel ou tant que le volontaire éligible n'est pas rentré dans son pays de résidence, il ne peut pas bénéficier de l'indemnité de réinstallation.

d) Formalité : à son retour de mission, le volontaire doit prendre contact par téléphone avec la Chargée du suivi administratif et sociale des volontaires qui vous demandera de lui envoyer par Miel un RIB. À la fin de votre contrat de VSI, la DCC demandera explicitement le paiement de votre indemnité de réinstallation au FONJEP. L'indemnité sera ensuite nominativement versée par le FONJEP directement à la DCC, qui aura la responsabilité de transférer les fonds sur le compte bancaire du volontaire concerné.

Nous ne pouvons toutefois garantir une date précise de versement car cela dépend de la réception de l'indemnité de réinstallation par la DCC depuis le FONJEP.

e) Montant (article 6 de l'Arrêté du 1^{er} décembre 2022)

- forfait de 800 euros pour 12 mois minimum de mission effectuée en continu ;
 - forfait de 1500 euros pour 18 mois minimum de mission effectuée en continu ;
 - forfait de 3700 euros pour 24 mois minimum de mission effectuée en continu ;
- sur subvention de l'Etat.

Le FONJEP délivre une attestation de versement, utile pour les impôts.

f) Fiscalité : la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de VSI ne prévoit pas d'exonération fiscale de l'indemnité de réinstallation.

L'indemnité de réinstallation doit être déclarée aux impôts dans la rubrique Traitements et salaires – employeur FONJEP - SIREN 784362493, et sont donc imposables.

B) La prime forfaitaire d'insertion professionnelle

a) Le principe : article 13 du Décret n° 2022-1067 du 28 juillet 2022 pris pour application de la Loi n° 2005-159 relative au contrat de VSI de solidarité internationale

« ... le volontaire de solidarité internationale qui, à la fin de sa mission, ne remplit pas les conditions d'attribution du revenu de solidarité active prévu au chapitre 2 du titre VI du livre II du code de l'action sociale et des familles et est inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail peut, dans un délai d'un an maximum à compter de la fin de sa mission, demander à recevoir une prime forfaitaire d'insertion professionnelle.

Le versement de cette prime est effectué dans la limite d'une durée de neuf mois. Le cumul de la prime de réinsertion professionnelle avec une autre aide liée à la situation de recherche d'emploi est interdit.

Le volontaire de solidarité internationale qui interrompt son contrat avant terme ne peut prétendre au bénéfice de la prime d'insertion professionnelle, sauf lorsque cette rupture est déterminée par un motif impérieux dûment justifié de nature sanitaire, familiale, administrative ou de sécurité. »

b) Conditions

- +Avoir accompli 12 mois minimum de mission ;
- +Ne pas être éligible au Revenu de Solidarité Active et justifier de cette non éligibilité ;
- +Être inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi du Pôle emploi ;
- +Ne percevoir aucune aide liée à la situation de recherche d'emploi (ex : allocation chômage...).

c) Formalités : le volontaire doit entrer en contact avec la Chargée du suivi administratif et social des volontaires, trois mois après son inscription à Pôle Emploi afin d'obtenir les informations pratiques.

Le volontaire doit adresser sa demande au FONJEP – Service Solidarité Internationale - 51 rue de l'Amiral Mouchez - 75013 Paris.

Il faudra envoyer à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires un RIB de moins de 2 mois.

La prime est nominativement versée par le FONJEP directement à la DCC, qui aura la responsabilité de transférer les fonds sur le compte bancaire du volontaire concerné.

Nous ne pouvons toutefois garantir une date précise de versement car cela dépend de la réception de la prime par la DCC depuis le FONJEP.

d) Montant : la prime forfaitaire d'insertion professionnelle est plafonnée à 2001 euros (article 5 de l'arrêté).

Les versements sont effectués mensuellement dans la limite de 9 mois.

Le FONJEP délivre une attestation de versement, utile pour les impôts.

e) Fiscalité : la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de VSI de solidarité internationale ne prévoit pas d'exonération fiscale à la prime forfaitaire d'insertion professionnelle.

La prime forfaitaire d'insertion professionnelle doit être déclarées aux impôts dans la rubrique Traitements et salaires – employeur FONJEP - SIREN 784362493, et sont donc imposables.

VII. LES AIDES FINANCIERES GENERALES GEREES PAR LA CAF

Nous vous recommandons de contacter la CAF www.caf.fr de votre domicile dès votre retour de mission afin de lui signaler toute évolution professionnelle ou familiale. Il est important de vous assurer que vous êtes bien enregistré et de faire une déclaration de votre situation pour bénéficier

des différentes aides, telles que le Revenu de Solidarité Active (RSA) pour les personnes sans ressources, la prime d'activité pour les travailleurs modestes, et d'autres aides proposées par la CAF pour les familles, le logement et la lutte contre la précarité.

VIII. L'ACCOMPAGNEMENT AU RETOUR

La DCC offre un programme d'accompagnement aux les volontaires de retour comprenant :

A. Un appui à la réinsertion sociale et professionnelle

avec la Chargée du suivi administratif et social des volontaires (bilan administratif, couverture sociale et assurances ; outil d'évaluation des compétences acquises en volontariat)

B. Une prise de contact avec le chargé de mission

C. Un rapport de fin de mission adressé par Mél à votre retour.

Nous encourageons chaque volontaire à faire un bilan personnel de son temps de volontariat (mission confiée, conditions dans lesquelles elle a été remplie, avenir du poste). Grâce aux partenaires et aux chargés de mission, nous cernons le poste et son impact, mais c'est vous qui le connaissez le mieux !

D. Des sessions « Revenir » pour tous les volontaires

La loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de VSI de solidarité internationale renforce l'obligation de participer à l'une des sessions « Revenir ». La DCC en propose 3 par an.

Temps de retrouvailles avec les autres volontaires de retour, temps de partage et de relecture de votre période de volontariat, temps de débriefing, important pour vous, mais aussi nous permettant de mieux connaître les postes. Cette session fait partie intégrante de votre projet de volontariat et de notre partenariat.

Vous recevrez une invitation de la part du Service Recrutement et Formation.

E. Une aide à la recherche d'emploi

En outre, la DCC organise des sessions d'une journée, le lendemain des sessions « Revenir » (le lundi). Animées par d'anciens volontaires, professionnels du recrutement, ces sessions ont été bâties afin de vous aider à valoriser votre volontariat dans le cadre de la recherche d'emploi, à définir votre projet professionnel et à vous guider dans vos démarches.

Vous recevrez par Mél une invitation de la part du Service Recrutement et Formation (inscription en ligne).

Le réseau des volontaires de retour est aussi un appui.

F. Une retraite spirituelle

pour vous donner de réfléchir à votre expérience de manière spirituelle. Temps de relecture spirituelle de votre période de volontariat, elle invite ceux qui souhaitent prendre du temps pour approfondir ce qu'ils ont vécu pendant ces mois de mission. Il n'est pas nécessaire d'être assuré dans sa foi pour s'y trouver bien.

G. Un temps « par pays » au stage Partir

Si vous êtes disponible pour rencontrer les futurs volontaires lors de notre stage Partir, n'hésitez pas à contacter le Service Recrutement et Formation.

H. Un réseau DCC animé dans chaque diocèse, par des volontaires DCC de retour en France et en Belgique.

Lieu d'échanges, de convivialité, il peut vous accueillir dans une nouvelle région, vous aider à vous faire un réseau, vous proposer des coups de main... Il fait la promotion du volontariat DCC, par des témoignages, des animations....

Pour contacter le délégué de votre diocèse, consultez la carte de notre réseau sur le site de la DCC.

La DCC a aussi besoin de vous pour faire connaître le volontariat. Vous pouvez devenir ambassadeur de la DCC en déposant des dépliants, des affiches dans votre paroisse, votre association, votre entreprise...

Enfin, vous pouvez devenir adhérent de la DCC ! Rendez-vous sur le site ladcc.org

ANNEXE 1 : TEXTES LEGISLATIFS ET RÈGLEMENTAIRES SUR LE VSI

1-LOI DU 23 FEVRIER 2005 N°2005-159 RELATIVE AU VOLONTARIAT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LOIS

LOI n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale (1)

NOR : MAEXD300170L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}

Toute association de droit français agréée dans les conditions prévues à l'article 9, ayant pour objet des actions de solidarité internationale, peut conclure un contrat de volontariat de solidarité internationale avec une personne majeure.

Ce contrat est un contrat écrit qui organise une collaboration désintéressée entre l'association et le volontaire. Il ne relève pas, sauf dispositions contraires prévues par la présente loi, des règles du code du travail. Il est conclu pour une durée limitée dans le temps.

Ce contrat, exclusif de l'exercice de toute activité professionnelle, a pour objet l'accomplissement d'une mission d'intérêt général à l'étranger dans les domaines de la coopération au développement et de l'action humanitaire.

Article 2

Le volontaire de solidarité internationale accomplit une ou plusieurs missions dans un Etat autre que les Etats membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen. Il ne peut accomplir de mission dans l'Etat dont il est le ressortissant ou le résident régulier.

Article 3

Si le candidat volontaire est un salarié de droit privé, l'engagement pour une ou plusieurs missions de volontariat de solidarité internationale d'une durée continue minimale d'un an est un motif légitime de démission. Dans ce cas, si l'intéressé réunit les autres conditions pour bénéficier d'une indemnisation du chômage, ses droits seront ouverts à son retour de mission. Ces droits seront également ouverts en cas d'interruption de la mission.

L'ensemble des compétences acquises dans l'exécution d'un contrat de volontariat de solidarité internationale en rapport direct avec le contenu d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification est pris en compte au titre de la validation des acquis de l'expérience dans les conditions prévues aux articles L. 335-5 et L. 335-6 du code de l'éducation.

A l'issue de sa mission, l'association délivre au volontaire une attestation d'accomplissement de mission de volontariat de solidarité internationale.

Article 4

Le contrat de volontariat de solidarité internationale mentionne les conditions dans lesquelles le volontaire accomplit sa mission. Il est conclu pour une durée maximale de deux ans. La durée cumulée des missions accomplies par un volontaire, de façon continue ou non, pour le compte d'une ou plusieurs associations, ne peut excéder six ans.

Les associations assurent une formation aux volontaires avant leur départ, prennent en charge les frais de voyage liés à la mission et apportent un appui à la réinsertion professionnelle des volontaires à leur retour.

Il peut être mis fin de façon anticipée à un contrat de volontariat moyennant un préavis d'au moins un mois. Dans tous les cas, y compris en cas de retrait de l'agrément délivré à l'association en application de l'article 9, l'association assure le retour du volontaire vers son lieu de résidence habituelle.

Article 5

L'association affiliée le volontaire et ses ayants droit, à compter de la date d'effet du contrat, à un régime de sécurité sociale lui garantissant des droits d'un niveau identique à celui du régime général de la sécurité sociale française.

Ce régime de sécurité sociale assure la couverture des risques maladie, maternité, invalidité, décès, vieillesse, accidents du travail et maladies professionnelles. Pour les ayants droit, il assure la couverture des prestations en nature des risques maladie, maternité et invalidité.

Le volontaire et ses ayants droit bénéficient, dans des conditions fixées par décret, d'une assurance maladie complémentaire, d'une assurance responsabilité civile et d'une assurance pour le rapatriement sanitaire prises en charge par l'association.

Article 6

Le volontaire bénéficie au minimum d'un congé de deux jours non chômés, au sens de la législation de l'Etat d'accueil, par mois de mission, dès lors qu'il accomplit une mission d'une durée au moins égale à six mois.

Le volontaire bénéficie des congés de maladie, de maternité, de paternité et d'adoption prévus par le code du travail et le code de la sécurité sociale pour les travailleurs salariés.

Pendant la durée de ces congés, le volontaire perçoit la totalité de l'indemnité mentionnée à l'article 7.

Article 7

Une indemnité est versée au volontaire. Elle lui permet d'accomplir sa mission dans des conditions de vie décentes. Cette indemnité n'a pas le caractère d'un salaire ou d'une rémunération. Elle n'est soumise, en France, ni à l'impôt sur le revenu, ni aux cotisations et contributions sociales.

Le montant de l'indemnité et les conditions dans lesquelles elle est versée sont fixés pour chaque volontaire dans son contrat. Les montants minimum et maximum de l'indemnité sont fixés par arrêté du ministre des affaires étrangères, après avis de la Commission du volontariat de solidarité internationale en tenant compte des conditions d'existence dans l'Etat où la mission a lieu.

Article 8

Il est institué une Commission du volontariat de solidarité internationale composée de manière paritaire de représentants des associations de volontariat et de représentants de l'Etat.

La composition de la Commission du volontariat de solidarité internationale et ses attributions sont fixées par décret.

Article 9

Toute association qui souhaite faire appel au concours de volontaires dans les conditions prévues par la présente loi doit être agréée par le ministre des affaires étrangères. Cet agrément est délivré, après avis de la Commission du volontariat de solidarité internationale, pour une durée limitée, aux associations qui présentent des garanties suffisantes pour organiser des missions de volontaires de solidarité internationale dans les conditions prévues par la présente loi.

Article 10

La présente loi entrera en vigueur trois mois après sa publication.

Les conditions d'application de la présente loi sont fixées par décret.

Article 11

Les dispositions de la présente loi sont applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 février 2005.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JEAN-PIERRE RAFFARIN

*Le ministre des solidarités,
de la santé et de la famille,*
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Le ministre délégué aux relations du travail,
GÉRARD LARCHER

*Le ministre de l'emploi, du travail
et de la cohésion sociale,*
JEAN-LOUIS BORLOO

Le ministre des affaires étrangères,
MICHEL BARNIER

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Décret n° 2022-1067 du 28 juillet 2022 pris pour l'application de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale

NOR : EAEM2138430D

Publics concernés : acteurs du développement et de la solidarité internationale : Etat, organisations de la société civile, notamment les structures agréées pour l'envoi de volontaires de solidarité internationale (VSI).

Objet : modification du cadre du volontariat de solidarité internationale.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret modifie le cadre du dispositif du volontariat de solidarité internationale (VSI), actuellement déterminé par le décret n° 2005-600 du 27 mai 2005. Le décret de 2005 est abrogé par le décret. En application de l'article 8 de la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, il permet notamment l'accueil de volontaires en France, tout en permettant d'adapter le cadre des contributions apportées par l'Etat, afin de prendre en compte les évolutions et les contraintes nouvelles apparues depuis 2005 qui s'imposent à l'envoi de VSI.

Références : le décret est pris pour l'application des articles 8 et 9 de la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021. Il peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

La Première ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code du travail, notamment son article L. 5312-1 ;

Vu la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 modifiée relative au contrat de volontariat de solidarité internationale ;

Vu la loi n° 2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, notamment ses articles 8 et 9 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 3 mai 2022 ;

Vu l'avis du conseil de la Caisse nationale de l'assurance maladie en date du 3 mai 2022 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse en date du 4 mai 2022 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 10 mai 2022 ;

Vu l'avis de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles en date du 11 mai 2022 ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 30 mars 2022 ;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du 31 mars 2022 ;

Après avis du Conseil d'Etat (section des finances),

Décète :

CHAPITRE I^{er}

CONDITIONS D'AGRÈMENT DES ASSOCIATIONS ET GROUPEMENTS D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LA CONCLUSION DE CONTRATS DE VOLONTARIAT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Art. 1^{er}. – I. – L'agrément est délivré à l'association qui :

1° Justifie d'un minimum de trois années d'activité à l'étranger ;

2° Présente un budget en équilibre sur les trois derniers exercices budgétaires ;

3° Dispose de ressources d'origine privée supérieures à 15 % de son budget annuel au cours des trois derniers exercices budgétaires ;

4° Présente les garanties nécessaires à l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans les domaines de la coopération au développement et de l'action humanitaire.

II. – L'agrément est accordé pour une durée maximale de quatre ans. Il est renouvelable. L'agrément peut être retiré lorsque l'association cesse de remplir l'une des conditions énoncées au I.

Art. 2. – L'agrément est également délivré à tout groupement d'intérêt public dont l'objet est de développer et promouvoir des engagements volontaires et solidaires sur le plan international, y compris réciproques.

Art. 3. – L'association ou le groupement d'intérêt public agréé assure au volontaire de solidarité internationale, avant son départ, une formation qui comprend une préparation technique adaptée à la nature de sa mission, une information pertinente sur les conditions d'accomplissement de celle-ci et une sensibilisation aux relations interculturelles.

Pour le volontaire de solidarité internationale accueilli au titre de la réciprocité, cette formation peut être dispensée après son arrivée en France.

Art. 4. – L'association ou le groupement d'intérêt public agréé s'assure que chaque volontaire dispose des vaccinations considérées comme obligatoires par l'Organisation mondiale de la santé et des autorisations nécessaires pour entrer, séjourner et exercer son activité sur le territoire de l'Etat où il doit accomplir sa mission.

CHAPITRE II

LE CONTRAT DE VOLONTARIAT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Art. 5. – Le contrat de volontariat de solidarité internationale indique :

- 1° L'identité des parties et leur domicile ;
- 2° La nature du projet de l'association ou du groupement d'intérêt public telle que définie dans ses statuts ;
- 3° Le contenu de la mission du volontaire, son lieu d'affectation et, le cas échéant, ses partenaires locaux ;
- 4° La durée de la mission et les conditions de rupture anticipée du contrat par l'une ou l'autre partie ;
- 5° L'identité et le lieu de résidence des ayants droit du volontaire au sens de l'article 5 de la loi du 23 février 2005 susvisée qui l'accompagnent sur le lieu de sa mission, ainsi que la nature de leur lien avec celui-ci ;
- 6° Le régime de sécurité sociale et les assurances prévues à l'article 5 de la même loi dont le volontaire et ses ayants droit bénéficient ;
- 7° Le montant et les modalités de versement de l'indemnité prévue à l'article 7 de la même loi ;
- 8° Les modalités de prise en charge des frais de voyage aller et retour du volontaire et de ses ayants droit ;
- 9° Le titre de visa dont doit bénéficier le volontaire, le cas échéant avec la mention des conditions de renouvellement en cours de mission ;
- 10° Les modalités de l'appui apporté par l'association ou le groupement d'intérêt public pour le retour à la vie professionnelle du volontaire à l'échéance de son contrat.

Sont annexés au contrat de volontariat de solidarité internationale les textes législatifs et réglementaires relatifs au volontariat de solidarité internationale, ainsi que les informations ayant trait aux conditions de séjour du volontaire à l'étranger et aux conditions de son retour dans son pays de résidence.

Art. 6. – Pour l'application de l'article 9 de la loi du 4 août 2021 susvisée, l'association ou le groupement d'intérêt public agréé demande à chaque volontaire envoyé en mission à l'étranger de produire le bulletin n° 3 de son casier judiciaire.

Art. 7. – Dans le cas d'une mission effectuée en France au titre de la réciprocité, le contrat de volontariat de solidarité internationale mentionne, outre les indications prévues à l'article 5 :

- 1° La détention impérative par le volontaire d'un visa long séjour valant titre de séjour mention « visiteur » et, le cas échéant, la mention des conditions d'obtention d'une carte de séjour temporaire mention « visiteur », ainsi que l'engagement du volontaire à retourner dans son pays d'origine au terme de sa mission ;
- 2° Le cas échéant, les conditions dans lesquelles la mission concernée est susceptible d'être effectuée auprès d'une structure partenaire.

Art. 8. – En application de l'article 5 de la loi du 23 février 2005 susvisée, les volontaires accueillis en France au titre de la réciprocité sont affiliés :

- 1° Au régime général de sécurité sociale lorsque la mission est exercée dans l'un des territoires mentionnés à l'article L. 111-2 du code de la sécurité sociale ;
- 2° Au régime obligatoire de sécurité sociale applicable à Mayotte ou à Saint-Pierre-et-Miquelon lorsque la mission est exercée dans l'un de ces territoires.

La structure d'accueil prend en charge leurs cotisations et contributions sociales, qui sont calculées sur la base d'une assiette égale à l'indemnité prévue à l'article 7 de la loi du 23 février 2005 susvisée et de taux fixés selon les modalités prévues aux articles L. 136-8, L. 241-2, L. 241-3 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale, ainsi qu'à l'article 19 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, ou le cas échéant selon les modalités prévues pour les régimes obligatoires de sécurité sociale applicables à Mayotte ou à Saint-Pierre-et-Miquelon. Pour la cotisation au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles, un taux forfaitaire est fixé par arrêté du ministre chargé de la sécurité sociale.

Un arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères, du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget fixe les conditions et les montants de prise en charge des cotisations au régime de sécurité sociale auquel sont affiliés ces volontaires.

CHAPITRE III

LES AIDES DE L'ÉTAT

Art. 9. – L'association agréée bénéficie, dans les conditions définies au présent chapitre, d'une contribution financière de l'Etat à la formation, à la gestion, à la couverture sociale, à l'assurance rapatriement, à l'assurance responsabilité civile et pour l'appui au retour à la vie professionnelle des volontaires qui ont conclu un ou plusieurs contrats d'une durée totale égale ou supérieure à 365 jours.

Les modalités de calcul de cette contribution sont fixées par un arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères, du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget.

Art. 10. – Dans le cas des volontaires accueillis en France au titre de la réciprocité, l'aide de l'Etat versée à l'association ou au groupement d'intérêt public agréé comprend, outre les aides décrites à l'article 11, une contribution financière au titre de l'indemnité mensuelle et la prise en charge forfaitaire des frais d'installation.

Les modalités de calcul de cette contribution sont fixées par un arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères, du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget.

Art. 11. – L'Etat, sous forme de versement à l'association agréée qui en fait la demande, contribue forfaitairement, pour chaque volontaire de solidarité internationale, à la couverture maladie, maternité, invalidité, décès, accident du travail, maladie professionnelle et vieillesse. Pour le volontaire effectuant sa mission à l'étranger, cette contribution est versée à condition qu'il adhère à la Caisse des Français de l'étranger pour la durée de sa mission.

La contribution forfaitaire de l'Etat est due soit à compter du premier jour pour les volontaires ayant conclu un contrat d'une durée supérieure ou égale à 365 jours, soit à compter du 366^e jour pour les volontaires qui ont accompli plusieurs contrats d'une durée inférieure à 365 jours.

Art. 12. – Le volontaire de solidarité internationale reçoit, dans les conditions définies aux articles 13 et 14, des aides au retour qui sont prises en charge par l'Etat.

Un arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères, du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé du budget en fixe le montant et les conditions de délivrance.

Art. 13. – A l'exception des volontaires accueillis en France au titre de la réciprocité, le volontaire de solidarité internationale qui, à la fin de sa mission, ne remplit pas les conditions d'attribution du revenu de solidarité active prévu au chapitre 2 du titre VI du livre II du code de l'action sociale et des familles et est inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail peut, dans un délai d'un an maximum à compter de la fin de sa mission, demander à recevoir une prime forfaitaire d'insertion professionnelle.

Le versement de cette prime est effectué dans la limite d'une durée de neuf mois. Le cumul de la prime de réinsertion professionnelle avec une autre aide liée à la situation de recherche d'emploi est interdit.

Le volontaire de solidarité internationale qui interrompt son contrat avant terme ne peut prétendre au bénéfice de la prime d'insertion professionnelle, sauf lorsque cette rupture est déterminée par un motif impérieux dûment justifié de nature sanitaire, familiale, administrative ou de sécurité.

Art. 14. – Lors de son retour effectif dans son pays de résidence, s'il a effectué au moins douze mois de mission, le volontaire de solidarité internationale peut prétendre à une indemnité de réinstallation.

S'il a effectué entre six et douze mois de mission, il peut prétendre à cette indemnité si son retour est déterminé par un motif impérieux dûment justifié de nature sanitaire, familiale, administrative ou de sécurité. Le montant de l'indemnité est alors fonction de la durée de la mission.

Un volontaire de solidarité internationale peut prétendre à une nouvelle indemnité de réinstallation dans les conditions énoncées à l'alinéa précédent s'il accomplit une mission qui débute plus de douze mois après la fin de la précédente.

Le volontaire de solidarité internationale fonctionnaire ou assimilé ne peut prétendre à l'indemnité de réinstallation.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Art. 15. – Le décret n° 2005-600 du 27 mai 2005 pris pour l'application de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale est abrogé.

Art. 16. – Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et le ministre de la santé et de la prévention sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 28 juillet 2022.

ÉLISABETH BORNE

Par la Première ministre :

*La ministre de l'Europe
et des affaires étrangères,
CATHERINE COLONNA*

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*
BRUNO LE MAIRE

*Le ministre de l'intérieur
et des outre-mer,*
GÉRALD DARMANIN

*Le ministre de la santé
et de la prévention,*
FRANÇOIS BRAUN

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Arrêté du 1^{er} décembre 2022 fixant, d'une part, les conditions de délivrance et le montant des aides de l'Etat au volontariat de solidarité internationale et, d'autre part, les montants minimum et maximum des indemnités versées par les associations aux volontaires

NOR : EAEM2223679A

Publics concernés : acteurs du développement et de la solidarité internationale : Etat, organisations de la société civile, notamment les structures agréées pour l'envoi de volontaires de solidarité internationale (VSI), volontaires signataires d'un contrat de VSI.

Objet : modification des montants des aides, indemnités minimales et maximales et primes versées par l'Etat dans le cadre du volontariat de solidarité internationale.

Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le présent arrêté fixe, d'une part, les conditions de délivrance et le montant des aides de l'Etat au volontariat de solidarité internationale et, d'autre part, les montants minimum et maximum des indemnités versées par les associations aux volontaires engagés dans le cadre du dispositif du volontariat de solidarité internationale (VSI), actuellement déterminé par le décret n° 2022-1067 du 28 juillet 2022. L'arrêté du 21 décembre 2005 est abrogé par le présent arrêté. Suite à la publication du décret précité, l'arrêté détaille les montants des aides de l'Etat octroyées aux associations et groupement d'intérêt public agréés, des primes versées aux volontaires à leur retour et les montants minimum et maximum des indemnités versées par les associations aux volontaires. Il permet d'adapter le cadre des contributions apportées par l'Etat afin de prendre en compte les évolutions du dispositif et les contraintes nouvelles qui s'imposent à l'envoi de VSI, apparues depuis 2005.

Références : l'arrêté est pris pour l'application des dispositions du décret n° 2022-1067 du 28 juillet 2022. Il peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, la ministre de l'Europe et des affaires étrangères et le ministre de la santé et de la prévention,

Vu la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 modifiée relative au contrat de volontariat de solidarité internationale ;

Vu la loi de programmation n° 2021-1031 du 4 août 2021 relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales ;

Vu le décret n° 2000-1159 du 30 novembre 2000 modifié pris pour l'application des dispositions du code du service national relatives aux volontariats civils ;

Vu le décret n° 2022-1067 du 28 juillet 2022 pris pour application de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les volontaires de solidarité internationale bénéficient des dispositions du décret du 28 juillet 2022 susvisé et du présent arrêté pour des missions d'une durée minimum d'un an.

Art. 2. – La contribution de l'Etat accordée dans les conditions prévues à l'article 11 du décret du 28 juillet 2022 susvisé est de 390 euros par mois.

Art. 3. – La contribution de l'Etat aux dépenses des associations agréées, pour la formation, la gestion, l'appui au retour à la vie professionnelle des volontaires de solidarité internationale, l'assurance responsabilité civile et l'assurance rapatriement, mentionnée à l'article 9 du décret du 28 juillet 2022 susvisé, est plafonnée aux montants suivants :

- 1^o Gestion : 150 euros par mois et par volontaire ;
- 2^o Formation : 780 euros par volontaire formé ;
- 3^o Appui au retour à la vie professionnelle : 358 euros par volontaire concerné ;
- 4^o Assurance responsabilité civile : 20 euros par an et par volontaire ;
- 5^o Assurance rapatriement : 400 euros par an et par volontaire.

Art. 4. – La contribution de l'État aux dépenses des associations et groupements d'intérêt public agréés pour l'installation et l'indemnité des volontaires de solidarité internationale en réciprocité mentionnée à l'article 10 du décret du 28 juillet 2022 susvisé est fixée aux montants suivants :

- 1° Prime forfaitaire d'installation : 2 000 euros par volontaire ;
- 2° Contribution à l'indemnité mensuelle : 600 euros par mois et par volontaire.

Art. 5. – La prime forfaitaire d'insertion professionnelle prévue à l'article 13 du décret du 28 juillet 2022 susvisé est plafonnée à 2 001 euros. Les versements sont effectués mensuellement, dans la limite de neuf mois, pour toutes les personnes ayant la qualité de demandeur d'emploi.

Art. 6. – L'indemnité forfaitaire de réinstallation prévue à l'article 14 du décret du 28 juillet 2022 susvisé est fixée à 800 euros pour un volontaire ayant effectué 12 mois de mission minimum en continu, 1 500 euros pour un volontaire ayant effectué 18 mois de mission minimum en continu et 3 700 euros pour un volontaire ayant effectué au minimum 24 mois de mission en continu.

Art. 7. – Le montant minimum de l'indemnité versée au volontaire de solidarité internationale mentionnée à l'article 7 de la loi du 23 février 2005 susvisée est de 150 euros hors prise en charge du logement et de la nourriture.

Le montant maximum de l'indemnité est égal au montant cumulé de l'indemnité mensuelle et de l'indemnité supplémentaire mentionnées à l'article 18 du décret du 30 novembre 2000 susvisé.

Art. 8. – Pour les volontaires de solidarité internationale accueillis en France au titre de la réciprocité, le montant minimum de l'indemnité mensuelle est de 800 euros hors prise en charge du logement et de la nourriture.

Le montant maximum de cette indemnité mensuelle est égal au double du montant minimum.

Art. 9. – Les contributions mentionnées aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté ainsi que le montant de la prime et des indemnités prévues aux articles 5, 6, 7 et 8 sont révisés tous les trois ans par arrêté conjoint du ministre en charge des affaires étrangères, du ministre chargé des comptes publics et du ministre chargé de la sécurité sociale.

Art. 10. – L'arrêté du 21 décembre 2005 fixant, d'une part, le montant des aides de l'État au volontariat de solidarité internationale et, d'autre part, les montants minimum et maximum des indemnités versées par les associations aux volontaires est abrogé.

Art. 11. – Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, la ministre de l'Europe et des affaires étrangères et le ministre de la santé et de la prévention sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 1^{er} décembre 2022.

*La ministre de l'Europe
et des affaires étrangères,
CATHERINE COLONNA*

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,
BRUNO LE MAIRE*

*Le ministre de la santé
et de la prévention,
FRANÇOIS BRAUN*

ANNEXE 2 : LE DOSSIER MEDICAL

a) Le bilan de santé

En prélude à votre départ en volontariat, la DCC vous a adressé un dossier médical.

En effet, tout départ en mission est conditionné par l'obtention du certificat d'aptitude outre-mer, délivré par le médecin traitant.

Si vous partez en famille, chaque personne doit faire un bilan de santé, constituer un dossier médical et obtenir un certificat d'aptitude outre-mer.

La DCC vous recommande une consultation en médecine des voyages.

La DCC n'étant pas habilitée à donner un avis médical, nous vous conseillons de voir avec votre médecin traitant toute question d'ordre médical.

Chaque volontaire doit effectuer un bilan de santé d'aptitude au départ à l'étranger, composé :

- D'une 1ère consultation auprès du médecin traitant muni de votre carnet de santé afin d'établir avec lui la liste des examens médicaux et des vaccins (à faire environ trois mois avant le départ). Il établira un calendrier vaccinal tenant compte de l'intervalle à respecter entre les injections des différents vaccins, certains vaccins pouvant être faits en même temps.

- D'une visite systématique chez le dentiste. Il faudra présenter au médecin traitant un certificat de moins de 3 mois attestant du bon état bucco-dentaire.

Exemple de certificat bucco-dentaire : *Je soussigné(e), Dr -- déclare avoir examiné le -- M ou Mme --, né(e) le -- et certifie du bon état bucco-dentaire.*

- D'une consultation gynécologique pour les femmes. Il faudra présenter au médecin traitant un certificat médical gynécologique datant de moins d'un an.

Exemple de certificat gynécologique : *Je soussigné(e), Dr -- déclare avoir pratiqué un examen gynécologique le -- de Mme --, née le -- et certifie que son état de santé ne présente pas de contre-indication à un séjour outre-mer de longue durée.*

- Si vous avez déjà séjourné outre-mer, votre médecin traitant décidera de l'opportunité éventuelle d'un bilan biologique et/ou radiologique en plus des examens obligatoires. A titre indicatif, ce bilan minimum comprend un hémogramme plus plaquettes, un examen parasitologique des selles avec concentration de Baermann (ou une méthode équivalente pour la recherche des anguillules) et un examen des urines à la bandelette.

- Si vous avez un suivi médical, une maladie ou un traitement, vous devez obligatoirement consulter le médecin qui suit votre pathologie pour organiser sereinement votre départ. Par ailleurs, la DCC tient à votre disposition une fiche technique pour vous aider dans votre réflexion, et notamment sur les précautions élémentaires à voir avec le médecin en cas de maladie / suivi ou traitement médical et de séjour à l'étranger. Ce médecin devra établir un descriptif de l'état de santé et du traitement. Il émettra un avis sur la compatibilité de la pathologie / du traitement avec le pays de mission, le type de mission et sa durée. Ce document sera à remettre au médecin traitant, avec copie à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC.

- Enfin d'une dernière consultation auprès du médecin traitant afin qu'il établisse le certificat d'aptitude outre-mer grâce au formulaire « Dossier Médical » et à l'ensemble des résultats médicaux, du certificat bucco-dentaire et du certificat gynécologique.

b) Le certificat d'aptitude outre-mer

Grâce au formulaire « Dossier Médical », à l'ensemble des résultats médicaux, au certificat bucco-dentaire et au certificat gynécologique, votre médecin traitant établit un certificat d'aptitude outre-mer.

Il s'agit d'une attestation sur l'honneur du médecin sur son papier à en-tête (ordonnance), déclarant vous avoir examiné et certifiant que votre état de santé est compatible avec un séjour outre-mer de longue durée, que votre carnet vaccinal est à jour et de la non vulnérabilité particulière au COVID19.

Exemple de certificat d'aptitude outre-mer : *Je soussigné(e), Dr -- déclare avoir examiné le -- M ou Mme --, né(e) le --. Son état de santé est compatible avec un séjour outre-mer de longue durée. Son carnet vaccinal est à jour. M ou Mme -- ne présente pas de vulnérabilité particulière à la Covid19.*

La DCC n'accepte pas les certificats d'aptitude outre-mer établis par vous-même si vous êtes médecin ou établis par un médecin proche parent.

A réception de votre certificat d'aptitude outre-mer, vous recevrez un Mél d'accusé de réception.

⇒ **Le volontaire conserve :**

- le dossier médical,
- les résultats médicaux contenus dans le dossier médical,
- le certificat du dentiste et du gynécologue,

En effet, ces documents comportent des informations médicales personnelles et confidentielles et auxquelles la DCC ne doit pas avoir accès.

En cas de suivi médical, maladie, traitement particulier, Affection Longue Durée, merci de contacter la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC qui pourra vous aider dans votre réflexion, et notamment sur les précautions élémentaires à voir avec le médecin en cas de traitement médical et de séjour à l'étranger. La DCC tient à votre disposition une fiche technique « Préparer sa mission en cas de Suivi médical, Maladie ou Traitement ».

Nous vous demandons de consulter impérativement le médecin qui suit votre pathologie afin d'organiser sereinement votre départ. Ce médecin établira un descriptif de l'état de santé et du traitement, et émettra un avis sur la compatibilité de la pathologie et du traitement avec le pays de mission, le type de mission et sa durée. Ce document sera à nous remettre en plus du certificat d'aptitude outre-mer.

En cas d'inaptitude médicale temporaire ou définitive, il est impératif de contacter au plus vite la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC.

Si la DCC n'a pas obtenu le certificat d'aptitude outre-mer avant la date de votre départ en mission, il ne sera pas possible de donner suite à l'organisation de votre départ. Vous devrez retarder votre départ et la DCC ne pourra pas vous prendre en charge en protection sociale.

c) Les frais médicaux inhérents au dossier médical

La DCC n'assure pas la prise en charge des frais médicaux occasionnés par la constitution du dossier médical, ni le ticket modérateur dans le cas où vous n'auriez pas de complémentaire santé (mutuelle). Vous devez adresser les demandes de remboursement des frais médicaux liés au dossier médical directement à votre Caisse de Sécurité Sociale, puis à votre Complémentaire santé (mutuelle).

① Des consultations médicales de conseils aux voyageurs sont proposées dans les Centres de Vaccination Internationale pour la préparation d'un séjour à l'étranger, ou pour une expertise concernant la vaccination d'une personne ayant un problème de santé (maladie chronique, déficit immunitaire, traitement au long cours ...).

Cette consultation est vivement recommandée. Elle n'est pas remboursée (entre 30€ et 60€ selon l'institut) par la Sécurité Sociale. Si votre complémentaire santé (mutuelle) la rembourse, adressez-lui votre demande de remboursement. Sinon elle est financièrement à la charge du volontaire. La DCC n'en assure pas la prise en charge.

ANNEXE 3 : LA PREVENTION MEDICALE – LA VACCINATION

a) Les vaccinations

Le règlement sanitaire international ne rend obligatoire que la vaccination contre la fièvre jaune pour les séjours en zone d'endémie.

Toutefois le conseil supérieur d'hygiène publique de France a émis des recommandations vaccinales pour les voyageurs :

<https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/voyage/documents/magazines-revues/bulletin-epidemiologique-hebdomadaire-21-mai-2019-n-hors-serie-recommandations-sanitaires-pour-les-voyageurs-2019>

Notre niveau d'exigence est celui-là, ceci afin de tenir compte des déplacements (congrès, mission) ou des réaffectations dans des pays voisins ou autres, dont les vaccins exigés ne seraient pas les mêmes que dans le pays initial d'affectation. Il est de la responsabilité du médecin de vous en dispenser : il doit le mentionner sur le certificat d'aptitude outre-mer.

① Merci de produire cette information au médecin traitant procédant à vos vaccinations afin qu'il puisse comprendre cette démarche.

Le minimum indispensable demandé par la DCC pour tous est une vaccination à jour :

- Diphtérie-tétanos-poliomyélite
- Hépatite A (ou un résultat récent de sérologie positive à joindre au dossier)
- Typhoïde (moins de 3 ans)
- Fièvre jaune pour les zones d'endémie qui ne peut être faite que dans un centre de vaccination agréé.

Par ailleurs, afin de permettre l'envoi des volontaires de solidarité internationale, les autorités sanitaires françaises demandent la vaccination contre le Covid 19.

La vaccination hépatite B est fortement recommandée pour les séjours de longue durée et exigée pour les professions médicales, paramédicales et les activités (dont les enseignants) au contact de jeunes enfants (scolarité maternelle et primaire). En cas de vaccination ancienne, faire pratiquer une sérologie d'hépatite B et joindre le résultat au dossier.

Pour les médicaux, paramédicaux et enseignants :

- les vaccinations rougeole et oreillons doivent être à jour (sauf antécédent documenté dans le carnet de santé) pour les séjours en Afrique intertropicale.
- la vaccination méningite est indispensable pour un séjour en zone sahélienne.

Enfin la vaccination contre la rage concerne surtout les jeunes enfants, les personnes séjournant dans des zones très isolées ou travaillant avec les animaux (vétérinaires et scientifiques apparentés).

b) Les centres de vaccination

Le médecin traitant est habilité à pratiquer toutes les vaccinations.

① La fièvre jaune est pratiquée uniquement dans un Centre de Vaccinations Internationales (CVI). La vaccination contre la fièvre jaune doit figurer sur un carnet de type international.

Les CVI sont également habilités à faire toutes les vaccinations.

c) Le remboursement des vaccins

Nous vous conseillons de commencer par les vaccins remboursés par la sécurité sociale.

1^{er} cas : Les vaccins sont remboursables par la caisse de sécurité sociale.

La liste des vaccins pris en charge par l'Assurance Maladie est fixée par arrêté ministériel. Vous les trouverez sur le site ameli.fr

⇒ Votre caisse de sécurité sociale les rembourse à 65% sur prescription médicale. L'injection du vaccin est prise en charge par l'Assurance Maladie dans les conditions habituelles : elle est remboursée à 70 % si c'est le médecin qui vous vaccine lors d'une consultation, ou à 60 % si c'est une infirmière qui vous vaccine, sur prescription médicale.

2^{ème} cas : Les vaccins ne sont pas remboursables par la caisse de sécurité sociale.

Ils sont à la charge du volontaire. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

⇒ Si votre complémentaire santé (mutuelle) les rembourse, adressez-lui vos demandes de **44** remboursement.

⇒ Si vous partez effectivement en volontariat avec la DCC, la Caisse des Français de l'Étranger (CFE) rembourse à 100 % sous réserve que la prescription médicale soit antérieure de 3 mois à la date de votre affiliation à la CFE : les vaccins non pris en charge en France métropolitaine mais nécessaires au pays d'expatriation : la rage, l'hépatite, le choléra, la typhoïde, l'encéphalite, la méningite, etc.

❶ La CFE rembourse le vaccin. La consultation du médecin est à la charge de votre Caisse de Sécurité Sociale.

Exemple d'un départ en septembre avec une affiliation à la CFE au 1^{er} septembre :

-Si l'ordonnance date du mois de juin ou de juillet ou d'août, la CFE remboursera. Si l'ordonnance date d'avant mai ou de mai, la CFE ne remboursera pas.

-Si votre départ est décalé à octobre, vous serez affilié à la CFE au 1^{er} octobre, il faut recalculer les 3 mois à partir d'octobre : si l'ordonnance date du mois de juillet, d'août ou septembre, la CFE remboursera. Si l'ordonnance date d'avant juin ou de juin, la CFE ne remboursera pas.

-Si vous ne partez pas en volontariat avec la DCC, ils restent à la charge du volontaire. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

Vaccins achetés en pharmacie - Ce qu'il faut faire ?

- 1) Le médecin établit une ordonnance ne concernant que le vaccin en question.
- 2) Le pharmacien établit une feuille de soins et une facture détaillée sur papier (ticket vitale imprimé au verso de l'original de l'ordonnance).
- 3) Vous réglez sans utiliser votre carte vitale.
- 4) Vous complétez la feuille de soins.
- 5) Vous suivez la procédure de demande de prise en charge des frais médicaux . ce Guide.

La DCC ne peut être tenue pour responsable des demandes incomplètes ou rejetées par les organismes de protection sociale. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

Vaccins faits dans un CVI - Ce qu'il faut faire ?

- 1) Le centre de vaccination établit une facture portant uniquement sur le vaccin concerné.
- 2) Vous réglez sans utiliser votre carte vitale.
- 3) Vous complétez la facture acquittée en précisant votre prénom et numéro de sécurité sociale.
- 4) Vous suivez la procédure de demande de prise en charge des frais médicaux en annexe de ce Guide.

La DCC ne peut être tenue pour responsable des demandes incomplètes ou rejetées par les organismes de protection sociale. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

① Des consultations médicales de conseils aux voyageurs sont proposées dans les CVI pour la préparation d'un séjour à l'étranger, ou pour une expertise concernant la vaccination d'une personne ayant un problème de santé (maladie chronique, déficit immunitaire, traitement au long cours ...). Cette consultation est vivement recommandée. Elle n'est pas remboursée par la Sécurité Sociale. Si votre complémentaire santé (mutuelle) la rembourse, adressez-lui votre demande de remboursement.

Par ailleurs, si votre médecin vous prescrit d'autres médicaments en même temps que le vaccin contre les maladies tropicales, vous devez lui demander une ordonnance distincte pour le vaccin.

ANNEXE 4 : LA PREVENTION MEDICALE – LE PALLUDISME

a) La prévention du paludisme

Le paludisme est une maladie largement répandue. Aucun vaccin n'étant encore disponible, des médicaments doivent être pris à titre préventif.

Le conseil supérieur d'hygiène publique de France a émis des recommandations pour les voyageurs :

<https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/voyage/documents/magazines-revues/bulletin-epidemiologique-hebdomadaire-21-mai-2019-n-hors-serie-recommandations-sanitaires-pour-les-voyageurs-2019>

Les antipaludéens peuvent être pris pendant toute la durée de la mission.

① Note sur le Lariam. Nous vous mettons en garde contre l'utilisation du Lariam comme méthode de prévention du paludisme. Il ne peut être utilisé que dans le traitement curatif. Il peut être utilisé en traitement préventif du paludisme résistant aux autres antipaludiques, ou dans certains pays, dont la liste est revue chaque année par l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

46

b) Le remboursement des médicaments antipaludéens

Votre Caisse de Sécurité Sociale ne rembourse pas les médicaments antipaludéens.

Pour la doxycycline : il s'agit d'un antibiotique qui est utilisé dans la prophylaxie du paludisme. Votre Caisse de Sécurité Sociale la prend en charge à 60% si elle n'ait pas été prescrite dans l'indication de la prévention du paludisme.

Faites jouer la concurrence : d'une pharmacie à l'autre les prix peuvent aller du simple au triple ! Il existe également des génériques.

⇒ Si votre complémentaire santé (mutuelle) les rembourse, adressez-lui vos demandes de remboursement.

⇒ Si vous partez effectivement en volontariat avec la DCC, la Caisse des Français de l'Étranger (CFE) rembourse les médicaments antipaludéens à 100%

sous 2 conditions : ¹que le médecin ait précisé sur l'ordonnance qu'il s'agit d'une prescription hors nomenclature et non remboursable

²et que la prescription médicale soit antérieure de 3 mois à la date de votre affiliation à la CFE. La CFE ne rembourse pas la doxycycline.

Exemple d'un départ en septembre avec une prise en charge à la CFE en septembre : Si l'ordonnance date du mois de juin ou de juillet ou d'août, la CFE remboursera. Si l'ordonnance date d'avant mai ou de mai, la CFE ne remboursera pas.

Antipaludéens - Ce qu'il faut faire ?

1) Le médecin établit une ordonnance précisant qu'il s'agit d'une prescription hors nomenclature et non remboursable.

2) Le pharmacien établit une feuille de soins et une facture détaillée sur papier (ticket vitale imprimé au verso de l'original de l'ordonnance).

3) Vous réglez sans utiliser votre carte vitale.

4) Vous complétez la feuille de soins.

5) Vous suivez la procédure de demande de prise en charge des frais médicaux en annexe de ce Guide.

La DCC ne peut être tenue pour responsable des demandes incomplètes ou rejetées par les organismes de protection sociale.

Attention : si votre médecin vous prescrit d'autres médicaments en même temps que les médicaments antipaludéens, vous devez lui demander une ordonnance distincte pour les médicaments antipaludéens.

Conseil pratique : Ne partez pas avec un an de traitement antipaludéen. Renseignez-vous soit auprès des volontaires, soit auprès du chargé de mission, soit auprès du partenaire sur la possibilité de vous en procurer sur place (où vous les trouverez moins chers). Lors de votre départ, mettez dans votre valise le duplicata de l'ordonnance avec les médicaments pour ne pas rencontrer de difficultés lors du passage en douane à votre arrivée sur place.

La CFE rembourse à 100% les traitements antipaludéens, pendant toute la durée de la mission.

Pour les personnes qui ne sont pas de nationalité française ou qui ne vivent pas en France

Vous bénéficiez du même dispositif.

Vous suivrez la procédure de demande de prise en charge des frais médicaux en annexe de ce Guide.

La DCC ne peut être tenue pour responsable des demandes incomplètes ou rejetées par les organismes de protection sociale.

ANNEXE 5 : LA PREVENTION MEDICALE - ANTECEDENTS MEDICAUX, SUIVI MEDICAL, MALADIE, TRAITEMENTS

Un suivi médical n'est pas un frein à un départ en volontariat. La DCC tient à votre disposition une fiche technique « Préparer sa mission en cas de Suivi médical, Maladie ou Traitement ».

Merci de contacter la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC qui pourra vous aider dans votre réflexion, et notamment sur les précautions élémentaires à voir avec le médecin en cas de traitement médical et de séjour à l'étranger.

a) En cas de traitement renouvelable sur place

Si vous devez partir avec un traitement dont le produit existe dans votre pays de mission et est remboursé en France par la Sécurité sociale :

⇒ La Caisse des Français de l'Étranger (CFE) prendra en charge votre traitement acheté avant votre départ sous 2 conditions :

1. que le médecin ait précisé sur l'ordonnance qu'il s'agit d'une prescription d'un an pour cause de départ à l'étranger.
2. et que la prescription médicale soit postérieure à la date de votre affiliation à la CFE.

Par exemple, pour un départ en septembre avec une prise en charge à la CFE en septembre, l'ordonnance doit être datée de septembre. Si l'ordonnance date du mois de septembre, la CFE remboursera. Si l'ordonnance date du mois d'août ou d'avant août, la CFE ne remboursera pas.

Traitement renouvelable sur place – Ce qu'il faut faire ?

1. Vous consultez le médecin postérieurement à votre date d'affiliation.
2. Le médecin établit une feuille de soins pour sa consultation.
3. Le médecin écrit sur l'ordonnance qu'il s'agit d'une prescription renouvelable. La date de l'ordonnance doit être postérieure à la date d'affiliation à la CFE.
4. Vous réglez le médecin sans utiliser votre carte vitale.
5. Le pharmacien établit une feuille de soins et une facture détaillée sur papier (ticket vitale imprimé au verso de l'original de l'ordonnance).
6. Vous réglez le pharmacien sans utiliser votre carte vitale.
7. Vous complétez la feuille de soins.
8. Vous suivrez la procédure de demande de prise en charge des frais médicaux en annexe de ce Guide.

La DCC ne peut être tenue pour responsable des demandes incomplètes ou rejetées par les organismes de protection sociale. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

Sur place, à chaque renouvellement, vous joindrez copie de l'ordonnance.

Lors de votre départ, mettez dans votre valise l'ordonnance avec les médicaments pour ne pas rencontrer de difficultés lors du passage en douane à l'arrivée dans votre pays de mission.

b) En cas de traitement de longue durée

Si vous devez partir avec un traitement d'un an et dont le produit est remboursé en France par la Sécurité sociale

⇒ La Caisse des Français de l'Étranger (CFE) prendra en charge votre traitement acheté avant votre départ sous 2 conditions :

1. le médecin doit préciser sur l'ordonnance qu'il s'agit d'une prescription d'un an pour cause de départ à l'étranger.
2. la prescription médicale doit être postérieure à la date de votre affiliation à la CFE.

Par exemple, pour un départ en septembre avec une prise en charge à la CFE en septembre, l'ordonnance doit être datée de septembre. Si l'ordonnance date du mois de septembre, la CFE remboursera. Si l'ordonnance date du mois d'août ou d'avant août, la CFE ne remboursera pas.

Traitement de longue durée – Ce qu'il faut faire ?

1. Vous consultez le médecin postérieurement à votre date d'affiliation.
2. Le médecin établit une feuille de soins pour sa consultation.
3. Le médecin écrit sur l'ordonnance qu'il s'agit d'une prescription d'un an pour cause de départ à l'étranger. La date de l'ordonnance doit être postérieure à la date d'affiliation à la CFE.
4. Vous réglez le médecin sans utiliser votre carte vitale.
5. Le pharmacien établit une feuille de soins et une facture détaillée sur papier (ticket vitale imprimé au verso de l'original de l'ordonnance).
6. Vous réglez le pharmacien sans utiliser votre carte vitale.
7. Vous complétez la feuille de soins.
8. Vous suivez la procédure de demande de prise en charge des frais médicaux en annexe de ce Guide.

Remboursement des 6 premiers mois de prescription à réception du dossier, puis le reste 6 mois après. **49**

Lors de votre départ, mettez dans votre valise le duplicata de l'ordonnance avec les médicaments pour ne pas rencontrer de difficultés lors du passage en douane à votre arrivée sur place.

La DCC ne peut être tenue pour responsable des demandes incomplètes ou rejetées par les organismes de protection sociale. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

c) En cas de prise en charge à 100% dans le cadre des maladies reconnues par la sécurité sociale

Si vous avez actuellement une prise en charge à 100% par votre Caisse de Sécurité Sociale dans le cadre d'une affection figurant sur une liste ou affection particulièrement grave, ou plusieurs affections entraînant un état pathologique invalidant, vous devez compléter un formulaire spécifique de la CFE. Il faut donc prendre contact avec la Chargée du suivi administratif et social des volontaires afin qu'elle vous l'adresse.

⇒ La Caisse des Français de l'Étranger (CFE) assurera cette même prise en charge.

Tout d'abord, vous devez veiller à ce que cette prise en charge soit encore effective au moment de votre départ en mission. Puis, vous devez fournir, dans le « Dossier Couverture Sociale », une attestation de prise en charge à 100% émanant de votre caisse précisant la période. La Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC fera le nécessaire auprès de la CFE, pour qu'elle prenne en charge les soins liés à ces affections à 100% dans la limite des tarifs France.

❶ Vérifiez avec votre médecin que votre traitement est compatible avec les vaccins contre les maladies tropicales, avec la prise de médicaments antipaludéens.

ANNEXE 6 : LA PREVENTION MEDICALE - LES FRAIS MEDICAUX DE DERNIERE MINUTE

Si vous consultez un médecin postérieurement à la date d'affiliation ou si le médecin vous établit une ordonnance postérieurement à la date d'affiliation, par exemple, pour un départ en septembre avec une prise en charge à la CFE en septembre, vous consultez en septembre.

-Soit vous utilisez votre propre couverture sociale si elle est toujours effective : vous adressez les demandes de remboursement directement à votre Caisse de Sécurité Sociale, puis à votre Complémentaire santé (mutuelle).

-Soit vous utilisez la couverture sociale du VSI – Ce qu'il faut faire ?

1. Le médecin et/ou le pharmacien établit une feuille de soins + une facture détaillée par le pharmacien sur papier (ticket vitale imprimé au verso de l'original de l'ordonnance).
2. Vous réglez sans utiliser votre carte vitale.
3. Vous complétez la feuille de soins.
4. Vous suivez la procédure de demande de prise en charge des frais médicaux en annexe de ce Guide.

La DCC ne peut être tenue pour responsable des demandes incomplètes ou rejetées par les organismes de protection sociale. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

ANNEXE 7 : LES FORMALITES ADMINISTRATIVES AVANT DE PARTIR

A) L'extrait de casier judiciaire

La DCC vous demande un extrait de casier judiciaire « Bulletin n°3 ».

La demande se fait en 3 clics via le site <https://www.service-public.fr> et vous le recevez par Mél.

Le volontaire envoie l'extrait de casier judiciaire « Bulletin n°3 » à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC.

Tout départ en volontariat est conditionné par l'obtention de ce document.

B) Le certificat médical

La DCC vous demande un certificat d'aptitude outre-mer avec mention de l'état de santé compatible avec un séjour outre-mer de longue durée, du carnet vaccinal à jour et de la non vulnérabilité particulière au Covid.

C) Les impôts

⇒ Conserver en France votre foyer fiscal c'est-à-dire une adresse en France.

Vous avez intérêt à conserver en France votre foyer fiscal et à faire chaque année de votre mission une déclaration d'impôts en ligne sur le site www.impots.gouv.fr, même si vous ne percevez aucun revenu. En effet, si à votre retour vous souhaitez bénéficier de certaines aides ou prêts, il vous sera demandé des avis d'imposition ou de non-imposition que vous ne pourrez pas obtenir rétroactivement.

⇒ Chaque foyer fiscal étant un cas particulier, n'hésitez pas à consulter le centre des impôts de votre domicile.

Le départ à l'étranger n'entraîne pas d'office le transfert du domicile fiscal à l'étranger et l'imposition comme non-résident.

Où se trouve votre domicile fiscal ? Vous êtes considéré comme ayant votre domicile fiscal en France si vous répondez à un seul de ces critères :

- Vous avez en France votre foyer,
- Vous avez en France votre lieu de séjour principal,
- Vous exercez en France une activité professionnelle salariée ou non, sauf si elle est accessoire,
- Vous avez en France le centre de vos intérêts économiques.

L'impôt sur le revenu dû par les personnes qui ne sont pas fiscalement résidentes en France est établi sur leurs seuls revenus de source française. Il est calculé en appliquant le barème progressif et le système du quotient familial (prise en compte de la situation de famille), comme pour un résident en France avec un taux minimum d'imposition de 20%.

L'administration fiscale a mis en place une cellule d'accueil et d'information des contribuables résidant à l'étranger. Cette cellule est chargée de renseigner les contribuables sur leurs obligations fiscales lors du départ et du retour en France, ainsi que pendant la durée de leur séjour à l'étranger. Elle répond également aux demandes d'information relatives à l'application de la fiscalité en France et des conventions conclues avec d'autres pays.

Service des Impôts des Particuliers des non-résidents

10, rue du Centre - TSA 10010 - 93465 NOISY-LE-GRAND Cedex

Tél : 01 57 33 83 00 du lundi au vendredi de 9h à 16h.

sip.nonresidents@dgfip.finances.gouv.fr (précisez vos noms, prénoms, adresse et numéro fiscal que vous trouverez sur votre avis d'imposition).

Déclaration annuelle en ligne : dans le cadre de la mise en place du prélèvement à la source en matière d'impôts sur le revenu, la déclaration annuelle est maintenue.

❶ Les volontaires âgés d'au moins 21 ans ne peuvent pas bénéficier du système de rattachement au foyer fiscal de leurs parents (réponse Autexier JO 18/09/1989 Déb. AN quest. p. 4170). Ils doivent donc faire leur propre déclaration d'impôts.

❶ L'indemnité mensuelle perçue le temps de la mission n'est pas à déclarer aux impôts. L'article 7 de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de VSI de solidarité internationale précise que l'indemnité n'a pas le caractère d'un salaire ou d'une rémunération. Elle n'est soumise, en France, ni à l'impôt sur le revenu, ni aux cotisations et contributions sociales.

D) La sécurité sociale : vous n'avez aucune démarche à faire auprès de votre centre de sécurité sociale.

En principe, vos droits auprès de la CPAM cesseront automatiquement dès lors que vous serez inscrit à la CFE et votre compte ameli.fr sera indisponible.

La DCC ne procède à aucune démarche ni déclaration auprès de votre centre de sécurité sociale.

Les personnes relevant d'un régime particulier de sécurité sociale (régime de la fonction publique, des entreprises et établissements publics...) doivent se rapprocher de leur caisse.

E) La mutuelle : résilier votre mutuelle mais pas avant que la DCC ne vous ait donné la date de prise en charge de la couverture sociale.

Il n'y a pas de délai de résiliation, car la complémentaire santé de la DCC est obligatoire. Sur demande, et à condition d'avoir votre date de départ, la DCC vous adressera une attestation de mutuelle obligatoire.

La DCC ne procède à aucune démarche ni déclaration auprès de votre mutuelle.

Pour les retraités, selon votre âge, vous n'avez pas forcément intérêt à résilier votre mutuelle. Il faut voir avec elle s'il est possible de la suspendre le temps de la mission. Cela signifie que votre contrat n'est pas résilié, que vous continuez de payer une cotisation mais elle est réduite et que vous la réintégrez une fois la mission avec la DCC terminée. Pendant toute la durée de la suspension de contrat, votre mutuelle ne prend pas en charge votre couverture complémentaire santé. Cela vous permet d'éviter à votre retour des périodes de stage ou un surcoût de prime.

F) La CAF ne verse pas d'allocation aux français se trouvant à l'étranger.

Si vous êtes allocataire, il faut prévenir la CAF de votre changement de situation (départ à l'étranger). Le versement de la dernière allocation ne doit pas chevaucher le début du contrat de VSI. Par exemple, si votre contrat de VSI commence en Septembre, vous pouvez percevoir la dernière allocation au titre du mois d'août.

G) Les assurances : résilier les contrats inutiles.

Cas particulier de l'assurance automobile : si vous laissez une voiture en France, pensez à l'assurer au régime minimum avec possibilité de l'assurer en cas d'usage. Parlez-en avec votre assureur.

Si vous n'avez plus de voiture, vous pouvez résilier votre assurance. Demander à votre assureur un certificat de votre bonus d'assurance automobile, pour souscrire une nouvelle assurance auto avec le même bonus ou équivalent, à votre retour.

❶ Les assureurs considèrent comme conducteurs novices les personnes qui n'ont pas été personnellement assurées au cours des 3 années précédentes et appliquent une surprime.

Pour y remédier, vous pouvez être inscrit sur l'assurance d'une tierce personne en conducteur supplémentaire pendant le temps de votre mission.

H) Les abonnements : résilier les contrats inutiles.

I) Le logement : s'applique le délai de préavis stipulé dans le contrat de bail.

Le fait de partir en volontariat n'est pas considéré comme une mutation professionnelle. Il peut y avoir éventuellement des tolérances de la part du propriétaire.

Depuis la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) et la loi n°2015-990 du 6 août 2015 (loi Macron), le délai de préavis peut être réduit à 1 mois si votre logement est situé en zone tendue. La liste des agglomérations concernées figure en annexe du décret n° 2013-392 du 10 mai 2013.

❶ Il est souvent stipulé dans le contrat de bail que la sous location n'est pas possible ou que le logement doit être occupé au moins 6 mois par an.

53

J) Le compte bancaire

Vous devez avoir un compte ouvert à votre nom personnel et en France et le maintenir ouvert pendant le temps du volontariat. Les versements provenant de la DCC ou des organismes de protection sociale seront faits sur ce compte.

Pour les personnes de nationalité autre que française, il est possible d'avoir un compte à l'étranger mais il faut qu'il soit à votre nom et fournir un relevé international comportant nom, adresse et domiciliation de la banque, le code IBAN, le code SWIFT ou le code BIC et le numéro de compte.

En cas de changement de banque, il faut impérativement adresser à la DCC un nouveau RIB (ex : les couples, qui se marient et changent de compte, doivent communiquer le nouveau RIB à la DCC).

Vous devez informer votre banque de votre départ à l'étranger :

⇒ Votre carte bleue risque d'être bloquée en cas de constat de débits répétés à l'étranger et suspicion de fraude.

Assurez-vous que :

- Votre carte sera acceptée dans le pays de destination,
- Votre carte ne viendra pas à expiration durant votre séjour (demandez au besoin un renouvellement anticipé),
- Les plafonds de retrait et de paiement seront suffisants ; dans le cas contraire, demandez un relèvement temporaire de ces plafonds,
- Vous aurez assez d'argent sur le compte pour les opérations qui passeront pendant votre absence (prélèvements, chèques...) et pour vos dépenses pendant votre mission

Et renseignez-vous auprès de la banque émettrice de votre carte sur les frais prélevés par transaction pour votre pays de mission.

⇒ Pour remplir certaines obligations légales et être informé des conséquences de la réglementation sur vos comptes et placements.

Si vous devenez non-résident fiscal français, vous devez déclarer votre changement de statut fiscal à votre banque. En effet, vos comptes devenant alors des comptes de non-résident : cela peut avoir des incidences.

Faites le point avec votre banque.

Sur place :

- Voyez avec votre partenaire s'il est possible d'ouvrir un compte dans une banque française ayant un correspondant dans le pays où vous allez ;
- Il est possible et souvent recommandé de recourir aux services financiers des Procures.

- Une carte bleue peut aider.

K) Le permis de conduire

Si vous êtes amené à conduire pendant votre mission, il est conseillé de faire une demande de permis de conduire international, suffisamment tôt avant le départ car le délai de délivrance est variable.

Renseignez-vous auprès de la préfecture de votre département de résidence sur la procédure à suivre car elle varie selon les départements. Une fois à l'étranger, vous ne pourrez pas le demander à l'ambassade ou au consulat français

Le permis de conduire international est gratuit et valable pendant 3 ans. Il n'est valable à l'étranger qu'accompagné de votre permis de conduire français.

Il autorise la conduite des mêmes catégories de véhicules (auto, moto...) que celles de votre permis français.

L) Pour tous

Le statut de VSI est exclusif de tout autre statut

L'article 1 alinéa 3 de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au volontariat de solidarité internationale précise que **le contrat de VSI est exclusif de toute activité professionnelle.**



Cela signifie que vous devez être libéré de votre statut professionnel (emploi, inscription pôle emploi, versement allocation chômage, autre activité...) dès le 1er jour de votre contrat de VSI.

Le contrat de VSI commence en principe le 1er jour de votre mois de départ.

Cela signifie que vous devez être libéré de tout statut au plus tard le dernier jour qui précède le début de contrat VSI

Ex d'un départ le 15 septembre :

contrat et statut de VSI dès le 01/09

fin du statut professionnel (emploi, inscription pôle emploi, versement allocation chômage, autre activité...) au plus tard le 31/08.

Les incompatibilités de statut avec le VSI : profession libérale, congés payés, CET, EURL, congés pour création d'entreprises, auto entrepreneurs...

Cette liste d'incompatibilité établie par le Ministère est non exhaustive. Les personnes ayant des activités autres doivent prendre contact avec la Chargée du suivi administratif et social des volontaires qui saisira le Ministère.

M) Le Pôle Emploi

-Si vous êtes déjà inscrit à Pôle Emploi : Vous devez informer Pôle Emploi de votre départ comme VSI quelques jours avant le départ pour suspendre votre inscription et vos droits le temps de la mission.

① Le versement de votre dernière allocation chômage ne doit pas chevaucher le début de votre contrat de VSI.

Par exemple, si votre contrat de VSI commence en septembre, vous percevrez votre allocation chômage jusqu'au 31 août.

-Si vous avez démissionné pour partir comme VSI : Il n'y a aucune démarche à faire auprès de Pôle Emploi, puisque votre démission est motivée pour partir en mission.

Rappel : Démissionner pour partir en VSI est un motif légitime.

① Pour partir en VSI, vous ne devez plus avoir le statut de salarié dès le 1^{er} jour de votre contrat de VSI. En effet, le statut de VSI est exclusif de tout autre statut.

Par exemple, si votre contrat de VSI commence en septembre, vous pouvez être salarié jusqu'au 31 août mais pas plus (même en congés vous êtes salarié).

-Si vous avez fait une rupture conventionnelle : Il faut s'inscrire à Pôle Emploi, puis vous devez informer Pôle Emploi de votre départ comme VSI quelques jours avant le départ pour suspendre votre inscription et vos droits le temps de la mission.

❶ Si vous bénéficiez d'allocations chômage, le versement de votre dernière allocation ne doit pas chevaucher le début de votre contrat de VSI. En effet, le statut de VSI est exclusif de tout autre statut. Par exemple si votre contrat de VSI commence en septembre, vous percevrez votre allocation chômage jusqu'au 31 août.

-Si vous êtes en fin de CDD : Il faut s'inscrire à Pôle Emploi en cas de temps entre la fin de CDD et le départ comme VSI, puis vous devez informer Pôle Emploi de votre départ comme VSI quelques jours avant le départ pour suspendre votre inscription et vos droits le temps de la mission.

❶ Si vous bénéficiez d'allocations chômage, le versement de votre dernière allocation ne doit pas chevaucher le début de votre contrat de VSI. En effet, le statut de VSI est exclusif de tout autre statut. Par exemple si votre contrat de VSI commence en Septembre, vous percevrez votre allocation chômage jusqu'au 31 août.

55

=POUR TOUS : actuellement, les allocations chômage sont versées jusqu'à leur épuisement.

A votre retour de volontariat, votre situation sera réexaminée lors de votre réinscription sur la liste des demandeurs d'emploi.

Le versement de vos allocations pourra être repris ¹si vous n'avez pas épuisé la totalité de vos droits, ²s'il vous reste un reliquat de droits, ³si vous n'êtes pas déchu de vos droits. La reprise d'un droit ne peut intervenir après le terme du délai de déchéance. La durée de ce délai correspond à la durée des droits ouverts, déterminés lors de votre admission ou de la réadmission augmentée de 3 ans. Ainsi la durée maximale du délai de déchéance varie en fonction de votre âge, de la durée d'indemnisation.

Nous vous recommandons de voir la question directement auprès de Pôle Emploi.

N) Les fonctionnaires ou assimilés fonctionnaires

-La mise en disponibilité pour convenance personnelle

Vous devez :

-demander à votre administration de tutelle une mise en disponibilité pour convenance personnelle.

-envoyer copie de votre arrêté de mise en disponibilité à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires.

❶ Le statut de VSI est exclusif de tout autre statut. Le contrat de VSI commence le 1^{er} jour de votre mois de départ. Cela signifie que vous devez être en disponibilité dès le 1^{er} jour de votre contrat de VSI.

Ex : départ le 15 septembre, contrat et statut de VSI dès le 1^{er} septembre : début de la mise en disponibilité le 1^{er} septembre.

La durée de votre disponibilité doit correspondre à celle du contrat de VSI, ainsi que ses dates de début et de fin. Dans notre exemple, pour un contrat de VSI du 01/09/année n au 31/08/année n+1, la disponibilité doit être du 01/09/année n au 31/08/année n+1.

-La démission

La conclusion d'un contrat de VSI est un motif légitime de démission, ouvrant droit aux allocations chômage si vous en remplissez les conditions, y compris si la mission est interrompue avant l'expiration de la durée minimale d'engagement prévue au contrat.

Renseignez auprès de Pôle Emploi ou de l'organisme verseur des allocations chômage pour déterminer les démarches, vos droits éventuels à l'allocation chômage, votre délai de déchéance

(délai au-delà duquel vous ne pouvez plus bénéficier de vos allocations chômage), selon votre situation et les règles d'obtention de l'indemnisation du chômage.

① Pour partir en VSI, vous devez ne plus avoir le statut de fonctionnaire dès le 1^{er} jour de votre contrat de VSI. En effet, le statut de VSI est exclusif de tout autre statut.

Par exemple, si votre contrat de VSI commence en septembre, vous pouvez être fonctionnaire jusqu'au 31 août mais pas plus (même en congés vous êtes fonctionnaire).

① Si vous bénéficiez d'allocations chômage, le versement de votre dernière allocation ne doit pas chevaucher le début de votre contrat de VSI. En effet, le statut de VSI est exclusif de tout autre statut. Par exemple si votre contrat de VSI commence en Septembre, vous percevrez votre allocation chômage jusqu'au 31 août.

ANNEXE 8 : FICHE SYNTHETIQUE SUR LA DECLARATION D'IMPOTS

Voici une fiche synthétique sur la déclaration d'impôts pendant le temps de votre volontariat, tenant compte des dispositions de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de VSI de solidarité internationale.

N'hésitez pas à donner le double de ce document à la personne qui se chargera de vos démarches en France.

1. Pas de rattachement possible au foyer fiscal des parents pendant le temps de VSI

Les coopérants bénévoles âgés d'au moins 21 ans ne peuvent pas bénéficier du système de rattachement au foyer fiscal de leurs parents (réponse Autexier JO 18/09/1989 Déb. AN quest. p. 4170).

57

2. La déclaration fiscale annuelle

Dans le cadre du prélèvement à la source, nous vous recommandons de suivre l'avancée de la réforme.

3. Ne pas déclarer l'indemnité mensuelle de subsistance

L'article 7 de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de VSI de solidarité internationale précise que l'indemnité n'a pas le caractère d'un salaire ou d'une rémunération. Elle n'est soumise, en France, ni à l'impôt sur le revenu, ni aux cotisations et contributions sociales.

4. Déclarer l'indemnité de réinstallation et la prime forfaitaire d'insertion professionnelle : elles sont imposables.

La loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de VSI de solidarité internationale ne prévoit pas d'exonération fiscale à l'indemnité de réinstallation de même qu'à la prime forfaitaire d'insertion professionnelle.

Aussi, considérées comme des revenus accessoires aux salaires, les sommes ainsi perçues doivent être soumises à l'impôt sur le revenu.

Les montants perçus doivent figurer dans la rubrique des traitements et salaires.

ANNEXE 9 : TABLEAU DES GARANTIES CFE – 2023



VOS GARANTIES SANTÉ 2023

GARANTIES	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5
HOSPITALISATION HORS TIERS PAYANT					
Remboursement en pourcentage du coût réel des soins					
Hospitalisations en médecine, réanimation et chirurgie y compris ambulatoire	67%	50%	42%	31%	19%
Chimiothérapie	80%	60%	40%	35%	20%
Radiothérapie	87%	69%	52%	44%	32%

Remboursement en forfait limitatif de la dépense réelle engagée	
Maternité : le forfait comprend les soins de la mère et ceux du bébé pour un accouchement ou césarienne sans complications, ainsi que les honoraires des praticiens.	
Accouchement voie basse	2 791,23 €
Césarienne	3 152,48 €
IVG	892,64 €

Procréation médicalement assistée	
Fécondation in vitro, dite classique, sans micromanipulation (FIV)	1 200 €
Fécondation in vitro avec micromanipulation (ICSI)	1 500 €
<ul style="list-style-type: none"> Les forfaits comprennent la ponction d'ovocytes + la FIV ou l'ICSI + le transfert d'embryons + les frais de salle ; et, éventuellement, le premier transfert différé des embryons congelés issus de la ponction. La prise en charge de la fécondation in vitro classique (FIV) ou avec micromanipulation (ICSI) se limite à 4 tentatives : Par tentative FIV, on entend toute ponction ovocytaire suivie de transferts embryonnaires. Chaque nouvelle ponction vaut nouvelle tentative. 	

Accueil et traitement des urgences	
Forfait soins non programmés	27,17 €

Soins non suivis d'une hospitalisation	
Forfait acte d'endoscopie sans anesthésie (liste 1)	81,41 €
Forfait acte sans anesthésie générale, ou loco-régionale nécessitant un recours opératoire (liste 2)	65,14 €
Forfait acte nécessitant une mise en observation du patient dans un environnement hospitalier (liste 3)	43,41 €
Forfait acte nécessitant une mise en observation du patient dans un environnement hospitalier (liste 4)	21,70 €
¹ Dialyse (y compris consultations et analyses)	351,02 € la séance
Forfait de dialyse péritonéale automatisée (DPA)	771,79 € par semaine de traitement

¹ Le forfait des dialyses comprend le coût des frais médicaux liés à la séance (consultation, analyse et administration des produits pharmaceutiques). Cela ne comprend pas le coût du (ou des) médicament(s).


Remboursement sous accord préalable, en prix de journée	
Séjour en centre de rééducation fonctionnelle	504 €
² Hospitalisation à domicile	143 €

³ Séjour en établissement pour enfant, adolescent ou adulte handicapé	
En internat	300 €
En semi-internat	240 €
Séjour en centre médico-psycho-pédagogique	100 €

Psychiatrie	
Hospitalisation adulte à temps complet	576,47 €
Hospitalisation enfant (- de 16 ans) à temps complet	672,64 €
Hospitalisation de jour adulte	429,65 €
Hospitalisation de jour enfant (- de 16 ans)	587,96 €

² L'hospitalisation à domicile ne peut être prise en charge que si elle fait suite à une hospitalisation complète.


³ Le forfait tout compris couvre les frais liés au placement en centre ou dans une structure pour enfants et adolescents handicapés ainsi que les frais liés aux interventions des professions médicales et paramédicales.

GARANTIES	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5
 FRAIS MÉDICAUX					
Consultations, visites généralistes et spécialistes : en l'absence d'exonération, remboursement en forfait limitatif de la dépense réelle engagée avec application d'un taux de prise en charge de 70% de ces forfaits.					
Consultation généraliste ou spécialiste : 25 €				17,50 €	
Consultation pédiatre 0-6 ans : 30 €				21 €	
Consultation psychiatre : 45,20 €				31,64 €	
Consultation sage-femme : 25 €				17,50 €	
Consultation dentiste : 23 €				16,10 €	

Remboursement en pourcentage du coût réel des soins					
Actes techniques médicaux (exemple : radiographie, scanner, IRM, audiogramme, électrocardiogramme...)	55%	40%	30%	20%	15%
Avec exonération	72%	52%	39%	28%	19%
⁴ Pharmacie		65%	55%		45%
Avec exonération		100%	90%		80%
Fournitures et appareillages		60%	40%		20%
Avec exonération		78%	52%		26%
Soins infirmiers		45%	30%		10%
Avec exonération		60%	40%		15%
Soins de rééducation (exemple : kinésithérapie)		45%	30%		10%
Avec exonération		60%	40%		15%
Biologie et anatomo-cytopathologie		50%	30%		20%
Avec exonération		65%	39%		26%
Actes dentaires		30%	20%		10%
Avec exonération		35%	25%		15%

⁴ Le remboursement peut être limité au tarif appliqué en France pour des soins analogues, en cas de produits particulièrement coûteux.

→ Le tarif de téléconsultations est plafonné à 25 € quelle que soit la spécialité.

 AUTRES PRESTATIONS MÉDICALES	
Transports sanitaires	Transports en ambulance et en véhicule pour l'entrée/sortie hospitalisation : 2,32 € / km (ambulance) ; 1,02 € / km (en position assise dans un véhicule particulier avec chauffeur) ; 0,30 € / km (position assise dans un moyen de transport autre que celui des 2 autres catégories). Accord préalable pour les transports de plus de 150 km et aériens. → En cas d'absence de justification kilométrique, forfait de 50 € par transport.
Cures thermales	Non remboursable à l'étranger sauf dans un territoire d'un Etat membre de l'Union Européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Suisse et avec accord préalable. Consultation de début de cure et un forfait thermal à 534,75 €, (basé sur le forfait rhumatologie, forfait 1 : RH1), forfait limitatif de la dépense réelle engagée avec application d'un taux de prise en charge de 65% soit à hauteur de 347,58 €.
Prévention	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en charge à hauteur d'un forfait ou selon un taux de 100% du tarif applicable en France métropolitaine en l'absence de mention du tarif forfaitaire : • Vaccin ROR • Frottis de dépistage du cancer du col de l'utérus • Mammographie dans le cadre d'un dépistage de cancer • Bilan de santé prévu au L.321-3 du code de la sécurité sociale dans la limite forfaitaire de 167,69€ (ils sont remboursables tous les 5 ans) • Caryotype foetal à hauteur de 337,50€ • Vaccins obligatoires ou nécessaires à l'expatriation/paludisme = 100% • Vaccins contre la Covid19 à 100 % du coût réel, dans la limite de 30 € par injection.

👁️ OPTIQUE	
(en l'absence d'exonération, application d'un taux de prise en charge de 60% de ces forfaits)	
Forfait monture – 18 ans	30,49 €
Forfait monture + 18 ans	2,84 €
Verre simple – 18 ans	27,90 €
Verre simple + 18 ans	4,12 €
Verre complexe – 18 ans	43,30 €
Verre complexe + 18 ans	10,82 €
Lentilles	39,48 € par œil et par an
Forfait cataracte (incluant la prothèse du cristallin).	1 500 € par œil et par an

👂 AUDITION	
(en l'absence d'exonération, application d'une prise en charge de 60% de ces forfaits)	
Par appareil pour les – de 20 ans	1 400 €
Par appareil pour les + de 20 ans	400 €
Forfait entretien	70 € / an

Ces tarifs sont définis par l'arrêté du 23 février 2023 modifiant l'arrêté du 25 juin 2019 fixant les prestations servies aux adhérents volontaires de la Caisse des Français de l'étranger pour les soins dispensés à l'étranger et sont applicables aux soins dispensés à compter du 1^{er} mars 2023.

➔ Liste des pays dans chacune des zones, téléchargeable [ici](#).

ANNEXE 10 - TABLEAU DES GARANTIES MSM - 2022



Délégation Catholique pour la Coopération

	Garanties en complément CFE
HOSPITALISATION (hors maternité)	
Hospitalisation chirurgicale et médicale (hors centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle, établissement ou service psychiatrique, maison de santé)	-
Frais de séjour	20 % FR
Honoraires du chirurgien et de l'anesthésiste réanimateur	30 % FR
Chambre particulière en chirurgie	39 € par jour Limité à 30 jours par an
Hospitalisation en centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle, établissement ou service psychiatrique, maison de santé	-
Frais de séjour	20 % FR
Autres frais hospitaliers	-
Forfait hospitalier journalier	100 % FR
Forfait 18 € sur les actes lourds	100 % FR
HOSPITALISATION MATERNITÉ	
Forfait naissance (par enfant)	153 €
MÉDECINE COURANTE	
Médecin généraliste	30 % FR
Médecin spécialiste	30 % FR
Actes techniques dispensés par le médecin	30 % FR
Actes de radiologie et échographie	40 % FR
Chimiothérapie, radiothérapie	30 % FR
Auxiliaires médicaux	40 % FR
Analyses et travaux de laboratoire	40 % FR
Médicaments et vaccins	35 % FR

	Garanties en complément CFE
DENTAIRE	
Radiologie dentaire	30% FR
Soins dentaires	-
Soins conservateurs, chirurgicaux et actes techniques	30% FR
Prothèses dentaires	-
Prothèses fixes : couronnes et bridges	30% FR
Prothèses amovibles	30% FR
Inlays core	30% FR
Inlays / onlays	30% FR
OPTIQUE	
<p>Équipement renouvelable tous les 2 ans pour les adultes et tous les ans pour les mineurs ou en cas d'évolution de la vue justifiée par une prescription. La période de référence s'apprécie à partir de la date de souscription du contrat.</p> <p>Pour un équipement qui associe deux verres appartenant à deux catégories différentes, le remboursement est égal à la moyenne des remboursements des deux catégories.</p>	
Plafond sur les montures	90 €
Équipement simple (y compris monture) Classe A : verres unifocaux, sphère inférieure ou égale à 6, et cylindre inférieur ou égal à 4	190 €
Équipement complexe (y compris monture) Classe C : verres unifocaux de sphère supérieure à 6 ou de cylindre supérieur à 4, verres progressifs sphériques de sphère inférieure ou égale à 4 ou verres progressifs sphéro-cylindriques de sphère inférieure ou égale à 8	290 €
Équipement très complexe (y compris monture) Classe F : verres multifocaux sphériques de sphère supérieure à 4 ou verres sphéro-cylindriques de sphère supérieure à 8	390 €
APPAREILLAGE, CURES	
Prothèses médicales (appareillages, accessoires)	40% FR
Prothèses auditives	40% FR
PRÉVENTION	
Vos garanties incluent les actes de prévention conformément aux dispositions du contrat responsable.	OUI

LEXIQUE

CFE
FRCaisse des Français de l'Étranger
Frais Réels

Quelles sont les exclusions ?

Sont exclus de la garantie

- ▶ Les frais d'hébergement et de traitement relatifs à un séjour en maison de repos et de convalescence lorsque le séjour fait suite à une hospitalisation de moins de 30 jours ou à une intervention chirurgicale dont le coefficient est inférieur ou égal à 50, hors anesthésie; (ledit coefficient est apprécié par assimilation s'agissant d'une hospitalisation n'ayant pas lieu en France),
- ▶ Les frais d'hébergement et de traitement relatifs à un séjour en établissement de postcure (ou établissement assimilé),
- ▶ Les frais d'hébergement et de traitement relatifs à un séjour en établissement de rééducation ou d'éducation professionnelle (ou établissement assimilé),
- ▶ Les cures de désintoxication (alcoolisme, toxicomanie ou assimilés),
- ▶ Les cures de thalassothérapie,
- ▶ Les frais afférents à la médecine préventive (à l'exception des vaccins et des bilans de santé prévus au contrat),
- ▶ Les traitements pour trouble mentaux (maladies nerveuses ou mentales, traitements psychanalytiques,),
- ▶ Les frais non justifiés médicalement (notamment : produits pharmaceutiques non médicamenteux, traitements et chirurgie à but esthétique...),
- ▶ Les actes soumis à « entente préalable » pour lesquels l'accord n'aurait pas été demandé et accordé.

Les frais médicaux jugés somptuaires, déraisonnables ou inhabituels, compte tenu du pays dans lequel ils ont été engagés, peuvent faire l'objet d'un refus de prise en charge ou d'une limitation du montant de la garantie.

① La Mutuelle Saint Martin ne rembourse pas les dépenses de lentilles.


Sauf en cas de prise en charge par la CFE qui intervient dans des cas particuliers (cas de la sécurité sociale) :

- Le kératocône (déformation évolutive de la cornée non corrigeable en lunettes)
- L'astigmatisme irrégulier (après plaie ou chirurgie)
- La myopie, si elle est supérieure à 8 dioptries
- L'aphakie unilatérale (après opération de la cataracte)
- L'anisométrie supérieure à 3 dioptries non corrigeable par des lunettes
- Le strabisme accommodatif

ANNEXE 11

PROCEDURE D'ENREGISTREMENT SUR LA PLATE-FORME HENNER

Dès l'enregistrement de votre affiliation, vous recevez par Mél votre numéro d'assuré HENNER.



Première connexion à votre espace client

Nous vous informons que vous avez désormais accès à votre espace client.

Pour effectuer votre première connexion, nous vous invitons à suivre les étapes suivantes :

- 1** Connectez-vous depuis votre espace client en cliquant ici :
clients.henner.com/henner/fr/auth/login
- 3** Saisissez votre numéro d'assuré Henner ainsi que votre date de naissance

Votre numéro d'assuré figure sur votre carte de mutuelle
- 4** Cliquez sur "Valider"

Le système affiche alors votre adresse e-mail et/ou votre numéro de téléphone portable (partiellement afin de respecter la confidentialité de vos coordonnées)
- 5** Choisissez le mode d'envoi de votre mot de passe temporaire :
e-mail et/ou SMS
- 6** Copiez le mot de passe temporaire reçu dans le formulaire de connexion

Attention : veillez à ne pas laisser d'espace avant ou après le mot de passe.
- 7** Créez votre nouveau mot de passe personnalisé

ANNEXE 12 : MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS MEDICAUX PAR PLATE-FORME HENNER

Le service de demande de remboursement en ligne est disponible dans la rubrique *Mes demandes > Demander un remboursement*
Il faut y déposer vos justificatifs.

Pour la prise en charge au titre de la médecine tropicale des médicaments antipaludéens et des vaccins ne comportant pas de vignette (rage, choléra, hépatite, fièvre jaune, typhoïde, encéphalite, méningite ...) et prescrits antérieurement de 3 mois à la date de votre affiliation à la CFE : merci de préciser dans les commentaires que la CFE les prend en charge (vous pouvez faire un copier/coller de ce paragraphe).

Comment vous faire rembourser ?

Les demandes de remboursement doivent, sous peine de déchéance et sauf cas de force majeure, être adressées dans les 24 mois suivant la date des soins.

Comment constituer votre dossier de remboursement

Afin d'être remboursé dans les meilleurs délais, nous vous remercions de nous faire parvenir tous les documents ci-dessous :

- Formulaire de demande de remboursement Henner, téléchargeable sur notre site www.henner.com,
- Prescriptions médicales,
- Originaux des factures détaillées et acquittées (concernant l'optique, le prix des verres et celui de la monture doivent être mentionnés séparément) ; nous acceptons les copies scannées envoyées par e-claiming (taille maximum du fichier 8MB) pour toute demande de remboursement dont le montant est inférieur ou égal à 1 000 €. Dans ce cas, nous vous demandons de conserver les originaux à notre disposition pendant une durée de 24 mois à compter de la date de traitement. Pendant cette période, nous sommes susceptibles de vous réclamer ces originaux, en l'absence desquels le remboursement effectué pourrait être mis en cause,
- Vignettes des médicaments le cas échéant,
- Original du décompte de tout autre organisme dont vous pouvez relever,
- Accord du département médical de Henner pour les soins soumis à entente préalable.

PENSEZ-Y !

Veillez à fournir toutes les pièces demandées car tout dossier incomplet retarde le règlement des prestations.

Rappelez votre n° d'identification Henner à chaque demande de remboursement (n° indiqué sur votre carte d'assuré Henner).



Si les éléments ci-dessous ne nous ont pas été communiqués lors de votre inscription, merci de bien vouloir les joindre à votre première demande de remboursement :

- ▶ Votre adresse e-mail pour activer l'option de réception de vos décomptes de remboursement par e-mail (cette option vous permet ensuite de suivre vos remboursements via notre site www.henner.com),
- ▶ Vos coordonnées bancaires afin que nous puissions verser le règlement des prestations sur votre compte :
 - Nom de la banque,
 - Adresse complète de l'agence,
 - Nom du titulaire du compte,
 - N° de compte complet,
 - Devise du compte,
 - Code Swift (ou BIC),
 - Code IBAN si vous détenez un compte en Europe et en Tunisie, le « branch code » si vous détenez un compte hors Europe,
 - N° de téléphone du titulaire du compte.

ANNEXE 13 : MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'HOSPITALISATION PAR PLATE-FORME HENNER

Que faire en cas d'hospitalisation ?

Henner s'engage à payer directement à l'hôpital les factures d'hospitalisation (y compris l'accouchement) des affiliés et leurs ayants droit (couverts par le contrat).

Hospitalisation en France dans un hôpital (ou clinique) conventionné

Vous devez présenter votre attestation CFE et votre carte Henner à l'établissement hospitalier qui demandera une prise en charge à la CFE (pour la part CFE) et à Henner (pour la part complémentaire).

Hospitalisation à l'étranger et en France dans un hôpital (ou clinique) non conventionné

► Si l'hospitalisation est urgente :

Vous devez contacter nos correspondants régionaux aussitôt que possible, pour permettre à Henner d'envoyer un accord de prise en charge à l'hôpital. Leurs coordonnées figurent sur votre carte d'assuré. Ils peuvent être joints 24h/24. Merci de préciser :

- le nom et les coordonnées complètes de l'établissement de soins,
- vos coordonnées,
- la nature exacte de l'intervention et son coût prévisionnel détaillé,
- les dates d'entrée et de sortie prévues de l'établissement hospitalier.

Henner enverra immédiatement la prise en charge à l'hôpital

► Si l'hospitalisation n'est pas urgente

Le formulaire « Demande d'entente préalable - hospitalisation » doit être **adressé au moins 15 jours avant la date prévue pour l'hospitalisation**, comportant obligatoirement les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées complètes de l'établissement de soins,
- la nature exacte de l'intervention et son coût prévisionnel détaillé,
- les dates d'entrée et de sortie prévues de l'établissement hospitalier.

Après l'accord du Département Médical de Henner, la prise en charge (lettre de garantie) sera adressée directement pour régularisation à l'établissement de soins

Une copie de la prise en charge vous sera envoyée à votre adresse e-mail personnelle enregistrée dans notre base.

ANNEXE 14 : LA MATERNITE

La déclaration de grossesse : vous devez adresser à la CFE via votre espace personnel un certificat médical indiquant la date présumée de conception. Merci de prévenir la chargée du suivi administratif et sociale des volontaires.

= est compétente la Caisse dont dépend la femme au moment de la date présumée de conception.

- Si la date présumée de conception est antérieure à l'adhésion à la CFE, la grossesse sera prise en charge par la caisse de sécurité sociale où vous étiez affiliée avant de partir en mission.

Il faut adresser à cette caisse l'imprimé spécifique que vous remet le médecin comportant la date présumée de conception.

Une fois, la déclaration faite, il sera possible de demander le transfert du dossier à la CFE au titre de la coordination des caisses de sécurité sociale.

- Si la date de conception est postérieure à l'adhésion à la CFE, la grossesse sera prise en charge par la CFE. Il faut adresser un certificat médical de grossesse comportant la date présumée de conception à la DCC qui fera les démarches nécessaires auprès de la CFE pour déclarer la grossesse.

La CFE vous adressera :

- une lettre de prise en charge de la grossesse et un guide maternité ;
- un calendrier des dates d'examen de surveillance à effectuer ;
- des étiquettes à coller sur les feuilles des soins correspondant aux examens liés à la grossesse.

Si en cours de grossesse vous intégrez un autre régime de sécurité sociale, la surveillance de la maternité est prise en charge par le nouveau centre de sécurité sociale au titre de la coordination des caisses de sécurité sociale. Il n'y a pas de transfert automatique de dossier entre la CFE et la CPAM. Il vous appartiendra de le demander expressément à la CPAM.

Les remboursements. Sont remboursés au titre de la maternité (100% du tarif de la Sécurité sociale) :

- La consultation au cours de laquelle la grossesse est constatée.
- Une consultation pour le premier examen prénatal (avant la fin du 3ème mois de grossesse).
- Une consultation par mois du 4ème au 9ème mois de grossesse.
- Certains examens de laboratoire et notamment : toxoplasmose, rubéole, glycémie, albuminurie, glycosurie, VIH, groupe sanguin.
- L'amniocentèse et le caryotype fœtal dans certains cas de grossesse.

En France, l'avis préalable de la Caisse est sollicité par le médecin traitant. A l'étranger, joindre un certificat médical sous pli confidentiel précisant les motifs de la demande de cet examen.

- L'examen du père et le dépistage VIH.
- L'ensemble des frais médicaux, pharmaceutiques, d'analyses, d'hospitalisation ..., relatifs ou non à la grossesse ou à l'accouchement, intervenus entre le 1er jour du 6ème mois et jusqu'au 12^{ème} jour après l'accouchement.
- Les séances de préparation à l'accouchement (8 au maximum).
- L'examen postnatal.
- Les séances de rééducation abdominale après l'accouchement (10 au maximum).

Sont remboursés au titre de la maladie avec ticket modérateur jusqu'à la fin du 5ème mois de grossesse : les soins non cités ci-dessus, qu'ils soient en rapport ou non avec la maternité et notamment les échographies, les frais pharmaceutiques...

Les soins dispensés entre le premier jour du 6ème mois de grossesse et l'accouchement sont remboursés à 100% du tarif de la Sécurité sociale au titre de la maladie. Les médicaments à vignette bleue achetés en France sont remboursés à 30%.

L'accouchement

Vous suivrez la procédure de demande de prise en charge des frais médicaux en annexe de ce Guide. Les dépassements d'honoraires et certains suppléments sont à la charge du volontaire. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

① Le fait d'être enceinte n'est pas une cause de rapatriement sanitaire.

La DCC vous demande de rentrer en France avant le 6^{ème} mois de grossesse pour des raisons de sécurité sanitaire.

① Le bébé devra être apte outre-mer pour partir sur le lieu de mission avec sa maman.

Le congé de maternité

Il faut savoir que, dans votre pays de mission, le congé de maternité n'existe pas ou que sa durée est inférieure à la durée du congé minimum légal en France.

- **Durée** : la volontaire bénéficie des congés de maternité prévus par le code du travail et le code de la sécurité sociale pour les travailleurs salariés (article 6 de la loi n°2005-159 du 23 février 2005). En France, la durée du congé légal de maternité est calculée à partir de la date présumée d'accouchement. Pour un premier ou deuxième enfant, elle est au maximum de 6 semaines avant et de 10 semaines après la date présumée d'accouchement, soit au total 16 semaines, sachant qu'il y a un minimum légal de 8 semaines.

- **Indemnisation** : la CFE peut verser une indemnité journalière à la volontaire si les 3 conditions suivantes sont remplies :

- ¹Avoir 10 mois d'adhésion à la CFE à la date présumée de l'accouchement (si vous releviez auparavant du régime général, il y a coordination) ;

- ²Cesser son activité de VSI pendant au moins 8 semaines ;

- ³Etre encore sous couvert de la DCC.

Quand l'accouchement a lieu avant la date prévue, la période d'indemnisation de 16 semaines ou 8 semaines n'est pas réduite pour autant.

Le partenaire local cesse de verser l'indemnité mensuelle pendant la période indemnisée par la CFE.

Si en cours de grossesse vous intégrez un autre régime de sécurité sociale, la CFE n'indemniser pas l'arrêt d'activité pour congé de maternité, n'étant plus sous le couvert de la CFE. La CPAM versera des indemnités journalières, à condition d'avoir repris une activité salariée d'au moins 150 heures au cours des 3 mois précédant la date de début de grossesse ou de début du repos prénatal, soit avoir cotisé sur un salaire au moins équivalent à 1 015 fois le Smic horaire au cours des 6 derniers mois précédant le début du congé.

Le congé de paternité

Il faut savoir que le congé de paternité n'existe pas dans votre pays de mission.

- **Durée** : 11 jours calendaires c'est-à-dire y compris les samedis, dimanche et jours fériés. Le congé de paternité doit être pris soit à la naissance, soit dans un délai de quatre mois après la naissance de l'enfant.

- **Indemnisation** : la CFE peut verser une indemnité journalière au volontaire si les 3 conditions suivantes sont remplies :

- ¹Avoir 10 mois d'adhésion à la CFE à la date présumée de l'accouchement (si vous releviez auparavant du régime général, il y a coordination) ;

- ²Cesser votre activité de VSI pendant 11 jours ;

- ³Etre encore sous couvert de la DCC.

Il faut contacter la Chargée du suivi administratif et social des volontaires car votre congé doit être déclaré par la DCC.

Le partenaire local cesse de verser l'indemnité mensuelle pendant la période indemnisée par la CFE.

Le congé d'adoption

Il faut savoir que le congé d'adoption n'existe pas dans votre pays de mission.

- Durée : 10 semaines. Il doit être pris dans le mois qui suit l'arrivée de l'enfant au foyer, sur présentation du jugement d'adoption.
- Indemnisation : la CFE peut verser une indemnité journalière au volontaire sous réserve de remplir certaines conditions.

Il faut contacter la Chargée du suivi administratif et social des volontaires car votre congé doit être déclaré par la DCC.

Le partenaire local cesse de verser l'indemnité mensuelle pendant la période indemnisée par la CFE.

La déclaration de naissance

Si à la naissance vous êtes toujours sous couvert de la CFE et de la Mutuelle Saint Martin, vous devez adresser un certificat de naissance ou une photocopie du livret de famille à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC qui fera le nécessaire auprès des organismes de protection sociale afin que l'enfant soit couvert.

La Mutuelle Saint Martin verse une prime de naissance.

① N'hésitez pas à nous adresser un faire-part de naissance pour que le carnet rose de volontaires en Eglise puisse annoncer la bonne nouvelle !

ANNEXE 15 : ACCIDENT DE TRAVAIL – MALADIES PROFESSIONNELLES

La déclaration : Formulaire de déclaration d'accident du travail établie par son employeur ou la victime, à adresser à la CFE dans les 48 heures suivant l'accident, un certificat médical initial (et de prolongation éventuelle) décrivant les lésions et précisant la durée de l'arrêt de travail et/ou des soins. Pour les maladies professionnelles, la déclaration doit être effectuée dans les 15 jours suivant la date de la première constatation médicale de la maladie. La victime doit joindre à cette déclaration un certificat médical précisant l'agent ou le produit nocif auquel peuvent être imputés les symptômes.

Les soins : la CFE prend en charge tous les soins consécutifs à un accident de travail ou une maladie professionnelle survenu à l'étranger si l'accident de mission ou la maladie professionnelle a été reconnu par la CFE.

Le remboursement des frais intervient sur la base de 100% des frais réels (médicaux, chirurgicaux, hospitaliers, etc.) dans la limite des tarifs pratiqués en métropole. **71**

Les rentes de l'assurance accidents de mission – maladies professionnelles

- La rente d'incapacité de travail : s'il subsiste à la suite d'un accident de mission (ou d'une maladie professionnelle) une infirmité permanente susceptible de diminuer l'indemnité mensuelle du volontaire, celui-ci peut bénéficier d'une rente.

C'est au vu du certificat final de consolidation (mentionnant la nature des séquelles restantes), que le service médical de la CFE fixe le taux d'incapacité. La CFE, en fonction de cet élément, procède ensuite à l'instruction du dossier "rente".

Cette rente est fonction du taux d'incapacité et de la base de cotisation choisie. Elle est servie même après le retour définitif en France du volontaire et est revalorisée chaque année.

- La rente aux ayants droit : en cas de décès du volontaire consécutif à un accident de travail ou à une maladie professionnelle reconnu par la CFE, il y a versement d'une rente aux survivants : conjoint, enfants, ascendants à charge, avec effet au lendemain du décès.

ANNEXE 16 : TABLEAU DE GARANTIES D'ASSISTANCE A LA PERSONNE DE MUTUAIDE ASSISTANCE – 2022



**TOKIO MARINE
HCC**

Tokio Marine Europe S.A.
Succursale en France
6/8 Boulevard Haussmann,
75009, Paris
Tel: +33 (0)1 53 29 30 00
Fax: +33 (0)1 42 97 43 87
tmhcc.com

Vous bénéficiez de la garantie Assistance médicale dans le cadre de votre mission d'expatriation / détachement ou de service civique dans le monde entier 24 heures sur 24. Vous trouverez ci-après :

- Des conseils pour l'utilisation des garanties d'assistance en cas de sinistre,
- Votre carte d'assistance à détacher.

Conseils pour l'utilisation de l'assistance

- Lorsque vous partez en Missions d'expatriation / détachement ou de service civique, emportez votre carte d'assistance avec vos documents de voyage.
- Lorsque vous faites appel aux services de Tokio Marine Assistance, n'omettez pas de communiquer votre nom, le nom de votre entreprise et le numéro de référence qui figure sur votre carte.
- Notez également le numéro de téléphone de Tokio Marine Assistance ainsi que votre référence, dans vos documents personnels.
- Appelez Tokio Marine Assistance avant d'engager toute dépense importante.

Voici votre carte d'assistance

Détachez votre carte et conservez-la précieusement avec vos documents personnels.

Elle contient les informations concernant vos garanties d'assistance ainsi que le numéro à contacter en cas d'urgence.

Cette carte n'est pas une carte de crédit et n'est pas reconnue comme une garantie de paiement en cas d'hospitalisation.

Que faire en cas de demande d'intervention ?	En cas d'urgence, contactez TOKIO MARINE ASSISTANCE 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24	TOKIO MARINE ASSISTANCE
<p>Lors de l'appel vous devez préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'adresse de votre domicile • La nature du problème • Le lieu où vous vous trouvez au moment de l'appel • Le n° de téléphone où nous pouvons vous joindre <p>Attention : Pour pouvoir bénéficier de toutes les prises en charge n'engagez aucune dépense avant d'avoir contacté nos services</p> <p>Pour assurer et gérer ses prestations, Tokio Marine Assistance fait appel au concours de la société Mutuaide Services 8-14 avenue des frères Lumière 94306 Bry-Sur-Marne SAS régie par le Code des Assurances au capital de 100 000 € RCS Créteil : 480 118 587</p>	<p>Tél : 33 (0)1 55 98 88 35 Email : assistance@mutuaide.fr</p> <p>Important : Cette carte est strictement réservée à l'usage de la société détentric. Si vous trouvez cette carte, renvoyez-la sous pli non affranchi à Tokio Marine Europe S.A. (Tokio Marine HCC) – 6/8 Boulevard Haussmann – 75 441 Paris cedex 09.</p> <p>Important: The use of this card is limited strictly to the employees of the contracting company. Anyone finding this card, please send C.O.D. to: Tokio Marine Europe S.A. (Tokio Marine HCC) – 6/8 Boulevard Haussmann – 75 441 Paris cedex 09.</p>	<p>ASSOCIATION PREVIES</p> <p>N° de contrat : FR023375TT</p> <p>Effet : 01.01.2019</p> 

Tokio Marine Assistance ne peut intervenir que dans la limite des accords donnés par les autorités locales. Tokio Marine Assistance ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence, ni prendre en charge les frais ainsi engagés.

NATURE, MONTANT DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

ASSISTANCE AUX PERSONNES – PRESTATION MEDICALE	
• Rapatriement ou transport sanitaire	Frais réels
• Accompagnement lors du rapatriement ou du transport sanitaire	Frais réels
• Présence auprès de l'Assuré hospitalisé	Transport aller et retour (en train 1ère classe ou en avion)
	100 € TTC/mut – max 700 € TTC
• Avance sur frais d'hospitalisation dans le Pays d'expatriation	A concurrence de 16.000 €

Tokio Marine HCC est le nom commercial de Tokio Marine Europe S.A., société membre du Groupe Tokio Marine HCC.
Tokio Marine Europe S.A. est agréée par le Ministre des Finances du Luxembourg et contrôlée par le Commissariat aux Assurances (CAA).
Enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le No. B221975,
son siège social est situé au 33 rue Sainte Zithe, L2763, Luxembourg. Capital social de 1 159 060 USD.
Tokio Marine Europe S.A. (succursale en France),
6-8 Boulevard Haussmann, 75441 Paris Cedex 09, est enregistrée au RCS de Paris sous le No B 843 295 221, TVA FR 60 843 295 221,
agissant en conformité avec les règles françaises du code des assurances.



ASSISTANCE AUX PERSONNES – PRESTATION EN CAS DE DECES

• Transport de corps	Frais réels
• Frais de cercueil	A concurrence 5.000 €
• Retour des membres de la famille accompagnant en cas de décès de l'Assuré	Frais réels
• Frais de voyage d'un membre de la famille au 1 ^{er} degré pour se rendre sur place	Transport aller et retour (en train 1 ^{ère} classe ou en avion classe économique)
	+
	100 € TTC/nuir – max 700 € TTC
• Frais de voyage d'un collaborateur de remplacement suite au décès de l'Assuré	Billet d'avion classe éco ou Billet de train 1 ^{ère} classe

ASSISTANCE AUX PERSONNES – ECOUTE ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

• Ecoute et assistance psychologique par téléphone	Service téléphonique
	Max 5 séances
• Assistance psychologique*	Prise en charge des consultations à hauteur de 1.500 € maximum/Assuré – Max 10.000 €/Sinistre

AUTRES PRESTATIONS D'ASSISTANCE

• Retour sur le lieu de la Mission	Billet d'avion classe éco ou Billet de train 1 ^{ère} classe
• Envoi d'un collaborateur de remplacement suite à l'impossibilité pour l'Assuré de poursuivre sa Mission	Billet d'avion classe éco ou Billet de train 1 ^{ère} classe
• Avance de la caution pénale	A concurrence de 15.000 €
• Prise en charge des honoraires d'avocat	A concurrence de 1.500 €
• Assistance en cas de vol, perte ou destruction des papiers	Aide aux démarches administratives
• Avance de fonds en cas de vol ou perte des moyens de paiement	Avance de fonds à concurrence de 5.000 €
• Envoi de médicaments	Frais d'envoi
• Transmissions de messages	Service
• Transport des Effets personnel de l'Assuré en cas de rapatriement	Frais réels

EXCLUSIONS

SONT EXCLUS :

- LES CONVALESCENCES ET LES AFFECTIONS (MALADIE, ACCIDENT) EN COURS DE TRAITEMENT NON ENCORE CONSOLIDÉES.
- LES MALADIES PREEXISTANTES DIAGNOSTIQUÉES ET/OU TRAITÉES, AYANT FAIT L'OBJET D'UNE HOSPITALISATION DANS LES SIX MOIS PRÉCÉDANT LA DEMANDE D'ASSISTANCE.
- LES VOYAGES ENTREPRIS DANS UN BUT DE DIAGNOSTIC ET/OU DE TRAITEMENT.
- LES ÉTATS DE GROSSESSE, SAUF COMPLICATION IMPRÉVISIBLE, ET DANS TOUS LES CAS, À PARTIR DE LA TRENTE-SIXIÈME SEMAINE DE GROSSESSE.
- LES ÉTATS RESULTANT DE L'USAGE DE DROGUES, STUPEFIANTS ET PRODUITS ASSIMILÉS NON PRÉSCRITS MÉDICALEMENT, DE L'ABSORPTION D'ALCOOL.
- LES CONSÉQUENCES DE TENTATIVE DE SUICIDE.
- LES DOMMAGES PROVOQUÉS INTENTIONNELLEMENT PAR UN ASSURÉ OU CEUX RESULTANT DE SA PARTICIPATION À UN CRIME, À UN DÉLIT OU UNE RIXE, SAUF EN CAS DE LÉGITIME DÉFENSE.
- LES ÉVÉNEMENTS SURVENUS LORS DE LA PRATIQUE DE SPORTS DANGEREUX (RAIDS, TREKKINGS, ESCALADES...) OU DE LA PARTICIPATION DE L'ASSURÉ EN TANT QUE CONCURRENT À DES COMPÉTITIONS

SPORTIVES, PARIS, MATCHS, CONCOURS, RESULTENT DE L'INOBSERVATION DES RÈGLES RALLYES OU À LEURS ESSAIS PRÉPARATOIRES, DE PRUDENCE ÉDICTÉES PAR LES EXPLOITANTS AINSI QUE L'ORGANISATION ET LA PRISE EN DU SITE ET/OU DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES CHARGÉ DE TOUS FRAIS DE RECHERCHE. REGISSANT L'ACTIVITÉ PRATIQUEE PAR L'ASSURÉ).

- LES CONSÉQUENCES D'UNE INOBSERVATION L'ASSURÉ). VOLONTAIRE DE LA RÉGLEMENTATION DES PAYS VISITES, OU DE PRATIQUES NON PISTE) DE SKI. AUTORISÉES PAR LES AUTORITÉS LOCALES.

OUTRE LES EXCLUSIONS CI-DESSUS ET POUR LA

- LES CONSÉQUENCES DE RADIATIONS GARANTIE DES FRAIS D'HOSPITALISATION À IONISANTES ÉMISES PAR DES COMBUSTIBLES L'ÉTRANGER, NE SONT PAS COUVERTS :

NUCLÉAIRES OU PAR DES PRODUITS OU - LES FRAIS MÉDICAUX AMBULATOIRES DÉCHETS RADIOACTIFS, OU CAUSES PAR DES CONSÉCUTIFS À UN ACCIDENT OU UNE MALADIE ARMES OU DES ENGINS DESTINÉS À EXPLOSER DANS LE PAYS D'EXPATRIATION DE L'ASSURÉ. PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU - LES FRAIS OCCASIONNÉS PAR LE TRAITEMENT DE L'ATOME. D'UN ÉTAT PATHOLOGIQUE, PHYSIOLOGIQUE OU

- LES CONSÉQUENCES DE GUERRE CIVILE OU PHYSIQUE CONSTATE MÉDICALEMENT AVANT ÉTRANGÈRE, D'INTERDICTIONS OFFICIELLES, DE LA PRISE D'EFFET DE LA GARANTIE À MOINS SAISIES OU CONTRAINTES PAR LA FORCE D'UNE COMPLICATION NETTE ET IMPRÉVISIBLE.

- LES FRAIS DE PROTHÈSES INTERNES, OPTIQUES, DENTAIRES, ACOUSTIQUES, FONCTIONNELLES, ESTHÉTIQUES OU AUTRES, LES FRAIS ENGAGÉS EN FRANCE

- LES CONSÉQUENCES D'EMPECHEMENTS METROPOLITAINE ET DANS LES DÉPARTEMENTS CLIMATIQUES TELS QUE TEMPÊTES ET D'OUTRE-MER OU DANS LE PAYS DU DOMICILE DE L'ASSURÉ, QU'ILS SOIENT OU NON

- LES FRAIS DE RECHERCHE ET DE SECOURS DE CONSÉCUTIFS À UN ACCIDENT OU UNE MALADIE PERSONNE EN MONTAGNE (SUR PISTE ET HORS SURVENU EN FRANCE OU DANS TOUT AUTRE PISTE DE SKI), EN MER OU DANS LE DÉSERT PAYS.

(SAUF LORSQUE CES DITS FRAIS SONT - LES FRAIS DE CURE THERMALE, HELIOMARINE, RACHETES AUX CONDITIONS PARTICULIÈRES. DE SÉJOUR EN MAISON DE REPOS, LES FRAIS DANS CE CAS SONT TOUJOURS EXCLUS LES DE RÉÉDUCATION.

FRAIS DE RECHERCHE ET SECOURS QUI

Ce document n'est pas contractuel. Seules les Conditions Générales et Particulières de votre contrat sont applicables.

Tokio Marine HCC est le nom commercial de Tokio Marine Europe S.A., société membre du Groupe Tokio Marine HCC.
Tokio Marine Europe S.A. est agréée par le Ministre des Finances du Luxembourg et contrôlée par le Commissariat aux Assurances (CAA).
Enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le No. B221975,
son siège social est situé au 33 rue Sainte Zithe, L2763, Luxembourg. Capital social de 1 159 060 USD.
Tokio Marine Europe S.A. (succursale en France),
6-8 Boulevard Haussmann, 75441 Paris Cedex 09, est enregistrée au RCS de Paris sous le No B 843 295 221, TVA FR 60 843 295 221,
agissant en conformité avec les règles françaises du code des assurances.

ANNEXE 17 : TABLEAU DE GARANTIES PREVOYANCE DE SAINT CHRISTOPHE PREVOYANCE

S/C de la DCC

La rente d'invalidité :

Rente Annuelle d'Invalidité Permanente totale : 2347,60€

Rente Annuelle d'Invalidité Permanente Partielle de degré N : $(N-33)/33$ de 2347,60€

Le capital décès :

Capital Décès Toutes Causes : 4823,64€

Capital Invalidité absolue et définitive : 4823,64€

Capital Décès Accidentel : 9647,30€

Capital Décès Accident de la Circulation : 14470,93€

ANNEXE 18 : TABLEAU DE GARANTIES RESPONSABILITE CIVILE VIE FAMILIALE ET PRIVEE - ALLIANZ

GARANTIES	Montants maximums garanties	Franchises par sinistre (sauf dommages corporels)
RESPONSABILITE CIVILE VIE PRIVEE		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tous dommages confondus Dont : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Dommages matériels et immatériels consécutifs ➤ Dommage résultant d'une atteinte à l'environnement accidentelle 	<p style="text-align: center;">6 000 000 euros par sinistre</p> <p style="text-align: center;">600 000 euros par sinistre</p> <p style="text-align: center;">300 000 euros par année d'assurance</p>	<p style="text-align: center;">300 euros</p> <p style="text-align: center;">300 euros</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Défense pénale et recours suite à accident ➤ Frais et honoraires assurés, quelque soit le nombre de victimes ➤ Sans pouvoir dépasser 	<p style="text-align: center;">30 000 € HT / année d'assurance</p> <p style="text-align: center;">15 000 € HT / dossier</p>	<p>Seuil Spécial d'intervention</p> <p>Seules entrent dans la garantie Recours les réclamations que vous pouvez concrètement chiffrer à plus de 300 €</p>

ANNEXE 19 – CARTES

Carte du volontaire



Nos mondes à partager
Délégation Catholique pour la Coopération



MUTUAIDE ASSISTANCE
(Pour les VSI)
Contrat PREVIES n°FR023375TT
+33 (0)1 55 98 88 35
assistance@mutuaide.fr

DCC SECURITE
+33 (0)1 45 65 91 70
securite@ladcc.org

**SIGNALEMENT D'ABUS SEXUELS
OU DE MALTRAITANCE**
+33 (0)1 45 65 91 70
signalement@ladcc.org

La DCC t'accompagne tout au long de ta mission ! 

77

Voici votre carte d'assistance

Détachez votre carte et conservez-la précieusement avec vos documents personnels.

Elle contient les informations concernant vos garanties d'Assistance ainsi que le numéro à contacter en cas d'urgence.

Cette carte n'est pas une carte de crédit et n'est pas reconnue comme une garantie de paiement en cas d'hospitalisation.

Que faire en cas de demande d'intervention ?	En cas d'urgence, contactez TOKIO MARINE ASSISTANCE 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24	TOKIO MARINE ASSISTANCE
<p>Lors de l'appel vous devez préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'adresse de votre domicile • La nature du problème • Le lieu où vous vous trouvez au moment de l'appel • Le n° de téléphone où nous pouvons vous joindre <p>Attention : Pour pouvoir bénéficier de toutes les prises en charge n'engagez aucune dépense avoir d'avoir contacté nos services</p> <p>Pour assurer et gérer ses prestations, Tokio Marine Assistance fait appel au concours de la société Mutuaide Services 8-14 avenue des frères Lumière 94360 Bry-sur-Marne SAS régie par le Code des Assurances au capital de 100 000 € RCS Créteil : 480 118 587</p>	<p>Tél : 33 (0)1 55 98 88 35 Email : assistance@mutuaide.fr</p> <p><small>Important : Cette carte est strictement réservée à l'usage de la société détentrice. Si vous trouvez cette carte, renvoyez-la sous pli non affranchi à Tokio Marine Europe S.A. (Tokio Marine HCC) – 6/8 Boulevard Haussmann – 75 441 Paris cedex 09. Important: The use of this card is limited strictly to the employees of the contracting company. Anyone finding this card, please send C.O.D. to: Tokio Marine Europe S.A. (Tokio Marine HCC) – 6/8 Boulevard Haussmann – 75 441 Paris cedex 09.</small></p>	<p>ASSOCIATION PREVIES</p> <p>N° de contrat : FR023375TT</p> <p>Effet : 01.01.2019</p> 

Tokio Marine Assistance ne peut intervenir que dans la limite des accords donnés par les autorités locales.
Tokio Marine Assistance ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence, ni prendre en charge les frais ainsi engagés.

TMSEL - carte assistance 05-08